

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 480 • janv.-fév • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 € – 2,50 Fr.S – 2 \$ can.

MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Un premier pas pour retrouver le chemin des luttes massives !

“La grève la plus longue de l’histoire de la SNCF”. Tel est désormais le titre officiel de ce mouvement mené par les cheminots, en décembre et janvier. Même combativité et détermination du côté des agents de la RATP, mobilisés eux aussi sans relâche durant des semaines.

Et ils ne furent pas seuls. En ces mois de décembre et janvier, plusieurs journées d’action ont vu se rassembler des centaines de milliers de manifestants pour s’opposer à cette impitoyable “réforme” des retraites, devenue le symbole de la dégradation continue de nos conditions d’existence, à nous tous, les exploités, travailleurs du public ou du privé, précaires ou en CDI, jeunes ou vieux.

Après des années d’atonie, ce mouvement social sonne le réveil de la combativité du prolétariat en France. La classe ouvrière a commencé à relever la tête. En se battant pour leur dignité et en serrant les coudes, entre les différents secteurs, entre les différentes générations, les travailleurs ont pu constater qu’ils pouvaient lutter ensemble, unis et solidaires. La renaissance de ce sentiment d’appartenir à une même



Après des années d’atonie, ce mouvement social sonne le réveil de la combativité du prolétariat en France

classe, de tous être frappés par la même exploitation, les mêmes attaques iniques des gouvernements successifs, de pouvoir enfin se rassembler dans la rue avec les mêmes mots d’ordre, les mêmes revendications, d’exprimer par des pancartes, des slogans, dans les discussions sur le pavé, ce besoin et cette envie d’être solidaires dans la lutte... tout cela

représente la victoire essentielle de ce mouvement. Ce n’est qu’une petite graine, fragile, mais elle est une promesse pour l’avenir.

Malgré l’ampleur de cette mobilisation, le gouvernement a néanmoins pu rester “droit dans ses bottes”. Après des semaines de grève, après des manifestations hebdomadaires rassemblant des centaines de milliers

de personnes et une immense détermination, ce mouvement n’est en effet pas parvenu à instaurer un rapport de force favorable aux travailleurs.

Or, avec l’aggravation de la crise économique mondiale et la course permanente aux profits, le gouvernement va attaquer encore et encore. Pour freiner ces attaques à venir, les prochaines luttes devront donc aller plus loin, en s’inspirant notamment de la dernière victoire du prolétariat en France, celle de 2006. Le Président Chirac et le gouvernement Villepin avaient en effet dû retirer leur Contrat Première Embauche. Pourquoi ? Qu’ont-ils perçu dans ce mouvement qui les a tant inquiétés ?

À l’époque, les étudiants comprennent vite que ce “Contrat Poubelle Embauche” va imposer une nouvelle aggravation de la précarité et de la pauvreté à tous les jeunes travailleurs. Indignés par cet avenir insupportable, ils se mobilisent massivement. Ils organisent alors eux-mêmes, dans toutes les universités, et sans aucun syndicat, des assemblées générales massives, ouvertes à tous les travailleurs, actifs ou retraités. Leurs AG, qui se tiennent dans les amphithéâtres

des universités, sont la force du mouvement, le poumon de la lutte. C’est dans ces AG que se discutent presque chaque jour les actions à mener, les moyens de coordonner la lutte d’une université à l’autre, d’organiser les manifestations chaque samedi afin que le maximum de travailleurs puisse y participer. C’est grâce aux débats intenses en leur sein, que les étudiants (pour la plupart des jeunes travailleurs précaires) décident d’aller chercher la solidarité des salariés en envoyant des délégations massives dans les gares, les dépôts de la RATP, dans certaines usines (comme à Citroën). Semaine après semaine, le mouvement ne cesse de s’amplifier avec des manifestations hebdomadaires de plus en plus importantes. Les syndicats (et notamment la CGT) ne sont pas à la tête des cortèges. Ce ne sont pas eux qui organisent ce mouvement massif. Les ballons de la CGT sont même refoulés par les étudiants à la queue des manifestations.

Si le gouvernement a fini par reculer, c’est parce qu’il a perçu le danger de cette dynamique ; il lui fallait arrêter ce processus à l’œuvre, stopper ces jeunes travailleurs précaires, encore scolarisés, entraînant les salariés dans leur lutte et dans leurs AG, mettre fin au développement de cette solidarité symbolisée par ce slogan “*Jeunes lardons, vieux croûtons, tous la même salade*”. Le mouvement du printemps 2006 fut ainsi un gigantesque camouflet à un autre slogan, celui de la bourgeoisie, et lancé par l’ex-Premier ministre Raffarin : “*Ce n’est pas la rue qui gouverne !*”

Pour le moment, la classe ouvrière est incapable de s’élever à un tel

(suite page 2)

Gouvernement et syndicats main dans la main pour faire passer la réforme des retraites

Le mouvement contre la réforme des retraites a été mené de bout en bout sous le contrôle des syndicats. Ce sont eux qui ont appelé à la grève, eux qui ont choisi et organisé les journées d’action, eux qui ont dirigé les rares assemblées générales. Et ce sont eux qui nous ont menés volontairement à la défaite. Il ne faut pas être naïf, le gouvernement et les syndicats se sont concertés durant 2 ans... pour se préparer et parvenir à faire passer cette réforme !

Face au danger d’une reprise de la lutte de classe...

Le gouvernement devait se donner toutes les garanties pour que cette attaque de grande ampleur, annoncée par Macron en 2017 comme un véritable “big bang”, ne provoque pas une riposte massive de toute la classe ouvrière. Philippe s’est donc appuyé sur la collaboration des “partenaires sociaux” que sont les syndicats pour saboter l’inévitable explosion de colère de l’ensemble des travailleurs.

Cette attaque générale contre toute la classe ouvrière ne pouvait en effet que déclencher une réaction d’indignation et de colère spontanée dans un secteur particulièrement combatif, celui des transports. Pour

les cheminots, “trop, c’est trop” : après avoir mené plusieurs mouvements ces dernières années, notamment la “grève perlée” de 2018, contre la dégradation de leurs conditions de travail, contre la remise en cause de leur statut, et où ils n’avaient rien obtenu, l’attaque contre leur régime de retraite ne pouvait déboucher que sur une volonté de repartir en lutte de façon encore plus déterminée avec le mot d’ordre : “Maintenant ça suffit ! On ne lâchera rien !”. Cette combativité dans le secteur des transports risquait de déboucher sur une explosion incontrôlable avec le danger de faire tache d’huile du fait que l’attaque générale contre les retraites a soulevé une colère générale de toute la classe ouvrière.

La classe dominante dispose de multiples moyens pour “tâter le pouls” du mécontentement social (dans un pays où Macron, le “Président des riches”, est devenu l’homme le plus détesté dans la majorité de la population) : sondages d’opinion, enquêtes de police pour “prendre la température” des secteurs “à risque”, et en premier lieu la classe ouvrière. Mais l’instrument le plus important de ce “thermomètre social” est constitué par l’appareil syndical qui est bien plus efficace encore que les

sociologues des instituts de sondage ou que les fonctionnaires de police. En effet, cet appareil a comme fonction d’être l’instrument par excellence d’encadrement des exploités au service de la défense des intérêts du Capital. L’appareil syndical de l’État capitaliste dispose d’une expérience de près d’un siècle. Il est particulièrement sensible à l’état d’esprit des travailleurs, à leur volonté et à leur capacité d’engager des combats contre la bourgeoisie. Ce sont les forces d’encadrement de la classe ouvrière qui sont chargées d’avertir en permanence les patrons et le gouvernement du danger représenté par la lutte de classe. C’est d’ailleurs à cela que servent les rencontres et concertations périodiques entre les dirigeants syndicaux et le patronat ou le gouvernement : élaborer ensemble, main dans la main, la meilleure stratégie permettant au gouvernement et au patronat de porter ses attaques contre la classe ouvrière avec le maximum d’efficacité.

Les syndicats ont parfaitement compris que la classe ouvrière en France n’était plus disposée à courber encore l’échine et à encaisser sans broncher de nouvelles attaques. La classe dominante sait également que le prolétariat n’a aujourd’hui plus la moindre illusion sur une possible

“sortie du tunnel” : tous les travailleurs ont maintenant conscience que “ça va être de pire en pire” et qu’ils n’auront pas d’autre choix que de se battre pied à pied tous ensemble pour défendre leurs conditions de vie et l’avenir de leurs enfants. Ainsi, la côte de popularité du mouvement des Gilets jaunes contre “la vie chère” et la misère, il y a tout juste un an, a été un bon indicateur de la colère qui grondait dans les entrailles de la société : 80 % de la population disaient soutenir, comprendre ou avoir de la sympathie pour ce raz-de-marée anti-Macron (même si la classe ouvrière ne se reconnaissait pas dans les méthodes de contestation⁽¹⁾ de ce mouvement interclassiste initié par les petits patrons asphyxiés par les taxes sur le carburant). La bourgeoisie, avait donc parfaitement perçu, ces deux dernières années, une véritable montée de la combativité ouvrière. La ténacité des urgentistes ou des postiers, en grève durant des mois, en était aussi un indice. La multiplication des luttes

1) L’occupation des ronds-points, l’agitation ostentatoire des symboles républicains et nationalistes tels que les drapeaux tricolores ou *La Marseillaise*.

(suite page 3)

Dans ce numéro

SNCF décembre 1986	
<i>Les ouvriers peuvent se battre sans les syndicats</i>	2
Moyen-Orient	
<i>L’escalade de la barbarie militaire</i>	4
Face à la plongée dans la crise économique et la misère	
<i>Les “révoltes populaires” constituent une impasse</i>	4
Incendies en Australie	
<i>Signe avant-coureur de l’avenir du capitalisme</i>	5
Crise économique	
<i>Les conséquences de la crise économique sur la classe ouvrière en Italie</i>	6
Trente ans après l’effondrement du mur de Berlin	
<i>Les mêmes mensonges pour masquer la faillite du capitalisme</i>	8

Les ouvriers peuvent se battre sans les syndicats

Nous republions ci-dessous un article sur les grèves à la SNCF de décembre 1986, paru dans *Révolution internationale* n°264. Au-delà du contexte bien différent aujourd'hui, l'intérêt politique de cet article se situe sur deux plans essentiels : d'une part, il touchait un secteur clé et très combatif du prolétariat en France, celui des cheminots, qu'on retrouve dans le mouvement actuel contre la réforme des retraites ; d'autre part, il montre la façon dont les syndicats ont, à l'époque, saboté la lutte avec des similitudes qu'on peut identifier encore aujourd'hui, notamment l'appel à l'extension alors que le mouvement touchait à sa fin et que les AG noyautées par les syndicats étaient totalement verrouillées et interdites aux ouvriers des autres secteurs venus apporter leur solidarité active aux cheminots.

AUJOURD'HUI, les syndicats occupent massivement le terrain social et l'on assiste à un retour en force du syndicalisme dans les rangs ouvriers. Après s'être laissée manipuler par les syndicats en novembre-décembre 1995, la classe ouvrière se retrouve désemparée, hésitante à reprendre le chemin de ses luttes, sans perspective claire, face aux attaques de la bourgeoisie. Il y a juste 10 ans, à travers la lutte à la SNCF de l'hiver 1986, la classe ouvrière démontrait pleinement à l'inverse que les prolétaires n'avaient pas besoin des syndicats pour développer et étendre leurs luttes et qu'ils étaient capables de créer une dynamique de lutte et d'inquiéter la bourgeoisie en se dégageant de l'emprise syndicale. Contrairement à la formidable publicité nationale et internationale dont a "bénéficié" novembre-décembre 1995 pour piéger les ouvriers, la bourgeoisie fait tout pour étouffer la mémoire de cette lutte des cheminots de l'hiver 1986 en la décrivant comme une "grève purement corporatiste", afin d'en dénaturer le sens et la portée.

Les ouvriers prennent l'initiative de la lutte en dehors et contre les syndicats

Cette grève à la SNCF de la fin 1986 s'intégrait dans une vague de luttes et de mobilisation ouvrière en Europe occidentale, vague dans laquelle s'exprimait une forte volonté d'unité, comme, par exemple, chez les mineurs du Limbourg, en grève au printemps 1986, qui avaient envoyé des délégations massives vers d'autres secteurs de la classe ouvrière. Cependant, malgré cette pression, les syndicats étaient parvenus à organiser et à prendre la tête des manifestations massives, empêchant ainsi la jonction des luttes en Belgique entre secteur public et secteur privé.

La lutte à la SNCF en France, démarrait quant à elle dans la nuit du 18 au 19 décembre 1986, lorsqu'un groupe de conducteurs de trains de Paris-Gare du Nord cessait le travail hors de toute consigne syndicale contre la "nouvelle grille de travail" et les suppressions d'emploi prévues par la direction. Avant même les négociations qui devaient avoir lieu le 6 janvier suivant, les ouvriers prenaient l'initiative et appelaient les autres cheminots à une assemblée générale. L'assemblée décidait immédiatement la grève, sans aucun préavis. Les grévistes bloquaient tout le trafic ferroviaire de Paris région-Nord et lançaient des appels aux roulants des autres zones à les rejoindre dans la lutte. Avec une rapidité foudroyante, 48 heures après le premier arrêt de travail, la grève des conducteurs était pratiquement générale, impliquant 98% des agents de conduite. Les rares trains qui circulaient étaient conduits par le personnel d'encadrement ou des élèves-conducteurs non qualifiés pour cette tâche et le mouvement s'étendait à la quasi-totalité des dépôts, sans qu'aucun syndicat n'ait appelé au moindre débrayage.

En plusieurs endroits, la grève entraînait derrière elle les autres catégories et les autres secteurs de la SNCF. Partout, le mouvement s'était étendu à l'initiative des seuls ouvriers. Partout s'affirmait la claire et manifeste volonté des grévistes de prendre en charge la lutte par eux-mêmes et de la conserver entre leurs mains, sans laisser les syndicats négocier à leur place. À large échelle, s'instaurait la

pratique générale d'assemblées, de permanences, de regroupements où l'on discutait de la conduite, de la reconduction, de l'organisation de la grève, où l'on décidait ensemble des actions à mener. Non seulement le mouvement échappait au contrôle des syndicats mais il exprimait au grand jour l'accumulation d'une défiance profonde et massive vis-à-vis d'eux et de leur travail de sabotage des luttes ouvrières.

Les syndicats n'avaient pas organisé moins de quatorze "journées d'action" en cours d'année dans ce secteur pour tenter d'épuiser les ouvriers. Les centrales syndicales dénonçaient tout d'abord la grève et tentaient de la saboter. En particulier, la CGT, minoritaire chez les agents de conduite mais majoritaire au niveau de l'ensemble du personnel SNCF, allait s'opposer ouvertement à la grève depuis les premières heures du conflit jusqu'au 21 décembre à 18 heures, à la veille de l'ouverture de négociations entre syndicats et direction. Dans certains dépôts de la région parisienne, elle appelait à la reprise du travail, dans d'autres (Paris-Austerlitz ou Miramas sur le réseau Sud-Est), elle allait jusqu'à organiser des "piquets de travail", face à un mouvement qui se situait non seulement en dehors des syndicats mais aussi contre eux. Pour la bourgeoisie, il devenait rapidement évident que les syndicats étaient totalement débordés, impuissants, en dehors du coup. Elle savait aussi qu'il existait un risque d'extension de la lutte ouvrière, tant dans la Fonction publique et les entreprises nationalisées que dans le secteur privé. Des signes de colère et d'une méfiance généralisée envers les syndicats s'étaient déjà manifestés à l'EDF, dans les PTT, à la RATP où d'autres "journées d'action" syndicales étaient programmées au cours des semaines suivantes et alors qu'un mouvement de marins, rejoints en solidarité par des ouvriers et des dockers, paralysait les ports du pays depuis près d'un mois.

La contre-offensive de la bourgeoisie et de ses syndicats

La bourgeoisie utilisait alors son principal atout : jouer sur la période des fêtes de fin d'année qui s'ouvrait pour prévenir ce risque d'extension du conflit, notamment dans le secteur public, et pour asphyxier et isoler la lutte des cheminots. Pour cela, il lui fallait favoriser la réintégration des syndicats dans le mouvement. La CGT et les autres syndicats cessaient de s'opposer à la grève, donnant désormais ordre à leurs troupes de rattraper le mouvement, se faisant notamment les champions de l'élargissement de la lutte aux autres catégories de personnel de la SNCF où elle disposait d'une plus grande influence. Les négociations s'ouvraient dès le lendemain entre une direction et des syndicats seuls reconnus habilités à représenter les grévistes. Au cours de celles-ci, l'intransigeance affichée par la direction permettait aux syndicats de se radicaliser en se présentant à nouveau comme des "défenseurs des ouvriers" et solidaires d'eux. Mais cela ne pouvait suffire. Et c'est justement parce que les syndicats étaient totalement débordés que la bourgeoisie n'avait pas d'autre choix, pour combler le vide laissé par ses organes traditionnels d'encadrement des luttes ouvrières, que de recourir à des structures para-syndicales et "syndicalistes de base", animées par des gauchistes : les fameuses "coordinations" (l'une

plus particulièrement dirigées par les trotskistes de LO, l'autre par ceux de la LCR). Ces "coordinations" ont alors accompli exactement le même sale boulot que les syndicats en enfermant les cheminots dans le piège du corporatisme et en constituant un service d'ordre musclé pour filtrer et interdire l'accès des AG aux "éléments extérieurs à la SNCF". C'est ainsi par exemple que des postiers venus apporter leur solidarité ont été vidés manu militari de l'AG par les "coordinations" pour la simple raison qu'ils n'étaient pas cheminots.

Parallèlement, un mouvement de grève engagé dans le métro se durcit et commence à gagner les dépôts de bus de la RATP : le trafic se retrouve quasiment bloqué à la veille de Noël. La CGT et la CFDT étaient contraintes de s'y joindre, sous peine de perdre tout crédit. Mais dans les heures qui suivent, les syndicats, chacun tirant de son côté, parviennent à faire cesser la grève à la RATP en présentant l'ouverture immédiate de négociations dans cette entreprise comme un succès et en faisant de vagues promesses sur la "défense" de certaines revendications spécifiques. Cela a pour effet de démolir le nombre d'ouvriers et de casser la dynamique d'extension de la lutte. Malgré la détermination apparemment intacte des grévistes à la SNCF, la réapparition progressive des syndicalistes au premier rang accompagne un repli sur une "solidarité" purement corporatiste, un enfermement dans la SNCF et des "actions" de blocage de voies ferrées. Dès qu'ils ont pu remettre le pied à l'étrier, les syndicats



Ces "coordinations" ont alors accompli exactement le même sale boulot que les syndicats en enfermant les cheminots dans le piège du corporatisme

ont organisé le sabotage de la lutte et l'ont entraînée vers la défaite la plus cuisante, pleinement épaulés par le travail des "coordinations". C'est après que toute la bourgeoisie se soit bien assurée que les ouvriers de la SNCF étaient enfermés dans le piège du corporatisme et de l'isolement, que leur combativité ait été épuisée dans un conflit long et jusqu'au-boutiste par les "coordinations", autant d'ingrédients ayant fait pourrir la grève sur pied, que les syndicats ont organisé, début 1987, une pseudo-extension de la lutte dans les autres secteurs, en particulier dans le service public. Cette contre-offensive avait pour objectif essentiel d'amplifier et d'élargir la défaite des ouvriers sous la

houlette syndicale. La bourgeoisie cherche à persuader les prolétaires qu'ils n'ont pas d'autre alternative aujourd'hui que de lutter derrière les syndicats. L'expérience de 1986 illustre tout le travail de sabotage des syndicats contre la dynamique des luttes ouvrières. Mais elle démontre surtout que les ouvriers ont les moyens d'étendre la lutte et de la prendre en mains en dehors des structures syndicales. La classe ouvrière doit se réapproprier cette expérience pour reprendre confiance en ses propres forces et retrouver sans hésiter le chemin de ses combats de classe.

RI, janvier 1997

suite de la page 1

Un premier pas pour retrouver le chemin des luttes massives !

niveau dans la lutte. Mais les étudiants d'hier sont les salariés d'aujourd'hui. Ils doivent se souvenir et transmettre cette expérience à leurs camarades de travail, aux plus jeunes comme aux plus vieux.

Les plus vieux, justement, portent en leur mémoire une immense expérience ouvrière, celle de Mai 68. Ce mouvement montre la capacité des travailleurs à étendre leur lutte, de proche en proche, d'usine en usine, de ville en ville. Il faut que les ouvriers aujourd'hui à la retraite, racontent cette page de l'Histoire. A partir de 1967, la situation économique se détériore sérieusement en France, poussant le prolétariat à entrer en lutte. Dès le début 1967, se produisent des affrontements importants à Bordeaux (à l'usine d'aviation *Dassault*), à Besançon et dans la région lyonnaise (grève avec occupation à *Rhodia*, grève à *Berliet*), dans les mines de Lorraine, dans les chantiers navals de Saint-Nazaire, à Caen... Ces grèves préfigurent ce qui va se passer à partir du milieu du mois de mai 1968 dans tout le pays. On ne peut pas dire que l'orage ait éclaté dans un ciel d'azur. Entre le 22 mars et le 13 mai 1968, la répression féroce des étudiants mobilise de manière croissante la classe ouvrière portée par ses élans instinctifs de solidarité. Le 14 mai, à Nantes, de jeunes ouvriers lancent un mouvement de grève. Le 15 mai, le mouvement gagne l'usine *Renault* de Cléon, en Normandie ainsi que deux autres usines de la région. Le 16 mai, les autres usines *Renault* entrent dans le mouvement : drapeau rouge sur Flins, Sandouville et le Mans. L'entrée de *Renault-Billancourt* dans la lutte est alors un signal : c'est la plus grande usine de France (35 000 travailleurs) et depuis longtemps. Existe alors un adage : "*Quand Renault éternue, la France s'enrhume*". Le 17 mai, la grève commence à toucher toute la France. C'est un mouvement totalement spontané. Partout, les jeunes

ouvriers sont devant. Il n'y a pas de revendications précises : c'est un ras-le-bol qui s'exprime. Le 13 mai, une grande manifestation rassemble 9 millions de personnes dans la rue. C'est un véritable raz de marée ! Le 18 mai, il y a un million de travailleurs en grève à midi. Le 22 mai, il y en a 8 millions. C'est alors la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier international. Tous les secteurs sont concernés : industrie, transports, énergie, postes et télécommunications, enseignement, administrations, médias, laboratoires de recherche, etc. Au cours de cette période, les facultés occupées, certains bâtiments publics comme le Théâtre de l'Odéon à Paris, les rues, les lieux de travail deviennent des lieux de discussion politique permanente. "*On se parle et on s'écoute*" devient un slogan.

Le même besoin de solidarité anime aujourd'hui la classe ouvrière. Combien de fois a-t-on pu entendre dans les cortèges des mots d'ordre tels que : "*c'est tous ensemble que nous devons lutter*", ou bien "*ce n'est pas seulement pour nous que nous nous battons, mais pour tous les autres secteurs et les générations à venir*". L'enthousiasme de se retrouver tous ensemble dans la rue chaque semaine

en manifestant, d'être unis et solidaires, au-delà des secteurs et des corporations, en témoigne. Après une décennie d'atonie sociale, le mouvement actuel ne pouvait être qu'un premier petit pas sur la longue route qui mène vers les luttes massives. Pour réaliser les pas suivants, pour parvenir à construire un rapport de force face au gouvernement, et freiner ses attaques, il faudra éviter le piège de la grève "par procuration" et parvenir à étendre le mouvement dès le début à tous les secteurs, en prenant nos luttes en main, en nous auto-organisant, en nous regroupant dans des assemblées générales, massives, souveraines et autonomes, pour y débattre et prendre ensemble les décisions, pour lutter en tant que classe. Le mouvement actuel, malgré toutes ses faiblesses, porte les germes de cette dynamique future, car il a remis au-devant de la scène sociale le fait que les travailleurs subissent tous la même exploitation, les mêmes attaques et, surtout, qu'ils peuvent mener ensemble une lutte animée par le besoin d'unité et de solidarité.

Plus que jamais, l'avenir appartient à la lutte de classe !

Claudine, 13 janvier 2020

LISEZ LES BROCHURES DU CCI

Les syndicats contre la classe ouvrière

Luttes de décembre 95 dans la fonction publique

en France

Bilan de la lutte des infirmières (Octobre 1988)

Gouvernement et syndicats main dans la main pour faire passer la réforme

dans les secteurs de la grande distribution, des chauffeurs de bus ou dans l'aviation en était un autre.

Face à l'accumulation de mécontentement des exploités, la bourgeoisie française devait donc "accompagner" l'application de la réforme des retraites d'un "pare-feu" pour canaliser, encadrer, diviser, épuiser la riposte inévitable du prolétariat.

... gouvernement et syndicats ont manœuvré ensemble !

Haïs aujourd'hui au sein des cortèges des manifestants pour avoir "poignardé le mouvement dans le dos", la CFDT et l'UNSA ont parfaitement joué leur rôle de "syndicats responsables et réformistes". Ce fut une vraie pièce de théâtre⁽²⁾ :

– Acte 1 : la CFDT tricote un texte avec le gouvernement durant 2 ans en affirmant qu'elle veut un régime universel "juste et équilibré" mais qu'elle refuse la notion d'"âge pivot", véritable provocation qui n'a pour raison d'être que de focaliser sur elle toute la colère et ainsi détourner l'attention du sujet véritable, l'attaque générale contre les retraites ; le gouvernement réfléchit.

– Acte 2 : le 11 décembre, le gouvernement annonce officiellement... roulement de tambours... que l'âge pivot sera finalement dans la réforme ; la CFDT est vent debout, parce que la "ligne rouge" a été franchie, et rejoint le "front syndical", tout l'espace médiatique est occupé par ce "débat" : âge pivot ou pas. Les gens de théâtre appellent ce moment "jouer la grande scène du II".

– Acte 3 : finalement, ô grande surprise, le vendredi 10 janvier, à Matignon, le gouvernement recule sur "l'âge pivot" ; la CFDT et l'UNSA crient à la victoire et quittent le mouvement.

Les spectateurs repartent avec dans leur poche le "système de retraite à points", c'est-à-dire des années de travail en plus et une pension de retraite rabotée.

Il y a 25 ans, le gouvernement Juppé avait usé peu ou prou de la même stratégie : mener une attaque générale contre la classe (la réforme de la Sécurité sociale qui signifiait une dégradation de l'accès aux soins pour tous) et une attaque spécifique contre un secteur particulier (la réforme du régime spécial des cheminots, qui leur imposait de travailler 8 ans de plus !). Après un mois de grève, avec des cheminots ultras-combattifs à la pointe du mouvement, Juppé avait reculé et les syndicats avaient crié à la victoire... le statut des cheminots était sauvé. Ce secteur, véritable "locomotive" de la contestation sociale, rentrerait donc en gare, en reprenant le travail et en sonnait ainsi la fin du voyage, celle du mouvement, pour tous. Ainsi le gouvernement pouvait maintenir sa réforme de la sécurité sociale.

Cette manœuvre, éculée, semble moins bien fonctionner aujourd'hui. Personne ne crie victoire, mis à part la CFDT et l'UNSA, donc. Tout le monde dénonce ce piège pour ce qu'il est : une fumisterie, un stratagème pour faire passer la pilule. Même dans la presse, le secret est éventé.

Si donc, malgré leur détermination, les centaines de milliers de manifestants cessent aujourd'hui peu à peu le combat sans que le gouvernement ait retiré son attaque générale contre les retraites, c'est que la manœuvre était plus ample et complexe. Aux côtés des syndicats "réformistes", les "radicaux", la CGT, FO et *Solidaires*, ont tenu leur rôle pour isoler et épuiser les grévistes. Compte-tenu du niveau de colère et de combativité de notre classe, cette usure programmée a simplement été plus longue que prévue. Il a même fallu tout le savoir-faire de ces spécialistes du sabotage des luttes pour parvenir à leurs fins.

Septembre

Dès la rentrée de septembre, la campagne sur la réforme des retraites est officiellement lancée. FO, *Solidaires* et la CGT font feu de tout bois. Comment ? Par la multiplication des journées d'action sectorielles. À chaque boîte, sa journée de grève et ses revendications spécifiques.

²⁾ Cf. nos tracts dans lesquels nous annonçons la manœuvre dès le début du mois de décembre.

"Chacun pour soi, les syndicats pour tous". Le but est d'épuiser les velléités de luttes avant de lancer un mouvement plus ample et sous contrôle.

Seulement, cette dispersion organisée est très critiquée. Dans les manifestations, les ouvriers qui expriment leur mécontentement face à cette division ne sont pas rares, ils veulent que les syndicats rassemblent car "on est tous dans la même galère, il faut qu'on se batte tous ensemble". L'annonce, le 20 septembre, de la grande manifestation unitaire du 5 décembre répond à cette poussée. Là encore, rien n'est laissé au hasard : cette date est choisie parce qu'elle est suffisamment lointaine (plus de deux mois) pour poursuivre, durant tout ce laps de temps, l'éparpillement et l'épuisement. Elle est aussi juste avant les fêtes de fin d'année et la fameuse trêve des confiseurs, propice à rendre tout blocage des transports impopulaire et à isoler les plus combattifs.

Octobre

Durant les mois d'octobre et de novembre, les syndicats "radicaux" poursuivent leur travail de sape par leurs grèves isolées et sectorielles. Alors que la colère ouvrière est palpable, dans de multiples secteurs, ils se gardent bien de proposer des AG ouvertes et rassemblant largement, d'unifier les entreprises et les secteurs entre eux par l'envoi de délégations massives pour discuter et étendre la grève. Rien de tout cela ! Juste des grèves et des actions isolées en attendant la promesse de la grande manifestation du 5 décembre. Mais cette stratégie d'épuisement et de démoralisation est une nouvelle fois insuffisante. La classe ouvrière continue de pousser, et la combativité de monter.

Le 16 octobre, les cheminots arrêtent brutalement le travail suite à un accident ferroviaire dans les Ardennes. Spontanément, en utilisant leurs téléphones, ils se préviennent les uns les autres et étendent ainsi la grève à toute une partie de la SNCF. Les agents d'Île-de-France se montrent particulièrement combattifs. Les lignes de RER sont bloquées. Les syndicats prennent le train en marche et chapeautent cette grève en appelant au "droit de retrait". En d'autres termes : ils collent à la mobilisation qui se met en marche. La bourgeoisie goûtera peu cette autonomie ouvrière et cette dynamique de prise en main et d'extension de la lutte, au point que gouvernement et patronat dénoncent l'illégalité de cette "grève sauvage" et menacent de sanctions les grévistes. Ce qui permettra aux syndicats de reprendre définitivement le contrôle de la situation en s'érigeant comme protecteurs des grévistes et défenseurs du droit de grève. Durant ce mois d'octobre, la SNCF va en fait connaître un certain nombre de grèves sauvages, notamment dans le centre de maintenance de Châtillon où, sans l'avis des syndicats, 200 ouvriers sur 700 se regroupent pour se dresser contre des mesures qui aggravent les conditions de travail, mesures qui sont vite retirées afin de stopper la grève immédiatement et ainsi éviter que le mouvement ne soit connu et ne donne des idées aux travailleurs.⁽³⁾

Novembre

Les syndicats sont donc avertis, ils doivent se montrer plus combattifs et coller au mouvement afin d'en avoir le parfait contrôle. Le 9 novembre, la CGT rejoint l'UNSA-ferroviaire⁽⁴⁾ et *Sud/Solidaires*, dans l'appel à la grève reconductible du 5 décembre. Elle

³⁾ La déclaration des ouvriers de Châtillon a été publiée dans le RI n° 479. En voici un très court extrait : "Nous agents grévistes du matériel au Technicentre de Châtillon, sur le réseau TGV Atlantique, avons cessé le travail massivement depuis lundi 21 octobre au soir, sans se concerter ou être encadrés par les syndicats. (...) Notre colère est réelle et profonde, nous sommes déterminés à nous battre jusqu'au bout de nos revendications, pour le respect et la dignité. (...) Marre des réorganisations, des bas salaires, des suppressions d'emplois et des sous-effectifs ! Nous appelons l'ensemble des cheminots à relever la tête avec nous, car la situation aujourd'hui à Châtillon est en réalité le reflet d'une politique nationale".

⁴⁾ ... alors que l'UNSA des autres secteurs n'appelle pas à faire grève ! En fait, là aussi, l'UNSA-ferroviaire est contrainte de coller à la combativité du secteur sous peine d'être complètement discréditée.

annonce que cette action sera aussi menée à la SNCF. Puis la CFDT-cheminots annonce être aussi du mouvement.⁽⁵⁾

Mais derrière le "front syndical" et les discours sur l'unité de tous les secteurs, ils poursuivent tous dans les coulisses leur même travail de sape et de division. Leur sabotage de l'unité du mouvement dans le secteur hospitalier est particulièrement caractéristique : depuis le mois de mars, les syndicats et leurs "collectifs inter-urgences" mènent des actions ultra-corporatistes, séparant la contestation des urgentistes de tous les autres services hospitaliers. Mais sous la pression grandissante de la volonté de "se battre tous ensemble", ils changent de discours et appellent à deux manifestations "unitaires", les 14 et 30 novembre, unitaires à... la fonction hospitalière ! Cela afin de mieux séparer cette lutte du mouvement général contre la réforme des retraites, au nom de la "spécificité des hôpitaux" (et donc surtout mieux diviser). Cette décision syndicale engendrera une véritable bronca au sein des AG des agents hospitaliers et nombre d'entre eux se mobiliseront tout de même, hors des consignes syndicales, le 5 décembre.

Décembre

Lors des grandes manifestations de décembre, le besoin de solidarité entre les secteurs et les générations, de se battre tous ensemble, est repris par les slogans crachés par les haut-parleurs des camionnettes syndicales. Pour en faire quoi ? Rien. Juste répéter ces slogans en boucle lors de chaque journée d'action. Mais concrètement, chaque secteur est appelé à défilé dans son pré-carré syndical, parfois même délimité, parqué, coupé des autres, par une corde et un "service d'ordre", l'ordre syndical. Aucun grand rassemblement pour discuter en fin de manifestation, alors que nombre de travailleurs en ont exprimé le souhait. Les syndicats et les flics dispersent les foules. Le temps presse : les cars doivent partir.

En cette mi-décembre, les cheminots de la SNCF et de la RATP en grève ont conscience que, s'ils restent isolés, le mouvement est voué à la défaite. Alors que font les syndicats ? Ils organisent un simulacre d'extension : quelques représentants CGT partent à la rencontre de quelques autres représentants CGT d'une autre entreprise.

Lors des manifestations du samedi, officiellement organisées par les syndicats afin de permettre aux salariés du privé de participer au mouvement, la CGT, FO et *Solidaires* ne font aucun effort de mobilisation en direction des entreprises. Au contraire, tout leur discours focalise sur le courage des cheminots "qui se battent pour nous tous", sur la force de blocage de ce secteur (sous-entendant que les autres travailleurs sont impuissants) et la nécessité de les soutenir en... alimentant les caisses de solidarité organisées surtout par la CGT en lieu et place de la solidarité active des travailleurs dans la lutte et l'extension du mouvement (même s'il était compréhensible que tout le monde éprouve le besoin d'aider les cheminots financièrement du fait de leur perte d'un mois de salaire !). Tout au long de décembre, les syndicats cultivent la grève par procuration !

Ainsi, seuls en grève "illimitée", les cheminots sont encouragés à tenir, "coûte que coûte" durant les 15 jours des fêtes de fin d'année avec le mot d'ordre : pas de trêve des confiseurs !

Janvier

Mais là encore, les médias qui dénoncent "la prise en otage des familles qui veulent simplement se réunir pour Noël", ces deux semaines de "trêve" durant lesquelles les cheminots se battent seuls, ne suffisent pas à épuiser la colère et la combativité générale, ni à rendre la grève "impopulaire".

Le 9 janvier, la nouvelle journée de mobilisation multisectorielle voit à nouveau des centaines de milliers de manifestants affluer, toujours aussi déterminés à refuser la réforme.

Le 10 janvier, Philippe négocie avec les syndicats et annonce "un dialogue

⁵⁾ ... alors qu'au niveau national, la CFDT n'appelle pas plus à la grève !



Chaque secteur est appelé à défilé dans son pré-carré syndical, parfois parqué, coupé des autres, par une corde et un "service d'ordre", l'ordre syndical

constructif et des avancées", promettant de demander dès le lendemain au Président Macron s'il est possible de retirer "l'âge pivot". Tous les syndicats saluent cette victoire, cette grande victoire pour la CFDT et l'UNSA, ce petit pas en avant pour la CGT, FO et *Solidaires* montrant que le gouvernement commencerait à reculer sous la pression de la rue et des grévistes du secteur des transports.

Le lendemain donc, nouvelle manifestation. Ce samedi 11 janvier, à Marseille, les syndicats organisent des animations en fin de manifestation, pour rendre impossible toute discussion. À Paris, ils laissent le champ libre aux policiers pour gazer une nouvelle fois, disperser, et même tabasser des manifestants. Il ne faut pas que ces derniers puissent débattre. Mais surtout, l'affluence ce jour-là est en très nette baisse, les trains commencent à reprendre les voies, l'usure se fait sentir, l'ambiance au sein des cortèges moins massifs est moins combative. Le coup d'estocade peut être porté. Philippe annonce le retrait de "l'âge pivot"... temporairement. Le timing est parfait.

L'appel des syndicats à l'extension... de la défaite !

Alors maintenant que le mouvement s'essouffle, que les grévistes cheminots n'en peuvent plus, financièrement exsangues, qu'ils reprennent peu à peu le travail, que font les syndicats "radicaux" ? Ils en appellent bien sûr à l'extension du mouvement qui est dans une dynamique de reflux, haranguant le privé de "prendre le relais", dénonçant la "lâcheté de la grève par procuration" ! Il fallait entendre Monsieur Mélenchon, le 9 janvier, sur toutes les chaînes, lancer : "La grève par procuration, ça commence à bien faire, il faut que tout le monde s'y mette !".

Maintenant, ils n'ont que les mots "assemblées générales souveraines" à la bouche pour faire croire qu'ils ne sont que les porte-paroles des ouvriers et que si certains continuent à s'épuiser seuls à être en grève, ils n'y peuvent rien, "c'est l'AG et la base qui décident si les cheminots veulent perdre encore des jours de salaire" (dixit le dirigeant de la CGT, Philippe Martinez sur les plateaux télé).

Maintenant, ils multiplient les actions pour mieux constater que les ouvriers ne veulent pas renforcer et généraliser la mobilisation et donc mettre sur leur dos la défaite ! Cette semaine, ce ne sont pas moins de trois journées d'action, les 14, 15 et 16 janvier, auxquelles les syndicats appellent alors même que les cheminots reprennent le travail progressivement.

Maintenant, le meneur de la CGT, Monsieur Martinez, faisant écho à celui du Parti La France Insoumise de Monsieur Mélenchon, est sur tous les plateaux, toutes les radios, et au milieu des grévistes pour dénoncer les violences policières... qui durent depuis des mois ! Alors que les syndicats (CGT en tête) ont laissé faire jusqu'à présent les tabassages de manifestants, les dispersions des fins de manifestations à coup de grenades lacrymogènes, sans broncher et sans protester. Il a fallu que Mélenchon se mette à appeler à la démission du Préfet de police de Paris pour que les syndicats se mettent aussi à crier à hue et à dia contre la répression des grévistes.

Maintenant, tous les syndicats vont jouer le jeu des négociations avec le gouvernement pour la "prise en compte de la pénibilité", nouvelle étape pour un émiettement corporatiste du mouvement alors que tout le monde travaille sous pression et que l'exploitation est pénible pour tous ! Ce "volet des négociations" est sérieusement à l'étude avec un unique objectif : diviser, voire mettre en concurrence les ouvriers dans des négociations perdues d'avance, branche par branche, pour déterminer si tel travail est plus "pénible" que tel autre. Le "front syndical" fera sans doute belle figure lorsque la CGT-cheminots et la CFDT-*Carrefour* se tireront la bourre pour savoir qui a le travail le plus "pénible" !

Les syndicats avaient fait le même coup lors de la grève des cheminots de l'hiver 1986 en appelant à l'extension de la grève, à la fin du mouvement, alors que les cheminots commençaient à reprendre le travail.⁽⁶⁾ En fait, ce que cherchent ces pompiers sociaux professionnels, c'est l'extension et le renforcement de la défaite pour couper l'herbe sous le pied et tenter de casser les reins de la classe ouvrière. Ceci afin de donner toutes les garanties au gouvernement pour que cette réforme puisse passer au Parlement sans difficultés (et ainsi permettre au gouvernement de faire passer d'autres attaques) !

Non, la classe ouvrière n'a pas à se laisser culpabiliser par les syndicats ! Non, ceux qui reprennent le travail ne sont pas des briseurs de grève !

Non, les secteurs qui ne sont pas rentrés en lutte n'ont pas manqué de courage et de solidarité !

Ce sont les syndicats, main dans la main avec le gouvernement, qui ont planifié et orchestré cette défaite !

Ce sont les syndicats, main dans la main avec le gouvernement, qui ont empêché toute unité possible, toute extension réelle du mouvement !

La classe ouvrière, au contraire, doit être consciente du pas qu'elle a fait. Après dix années d'atonie, suite au long mouvement appelé par tous les syndicats unis, épuisant et impuissant, de 2010, les travailleurs ont commencé à redresser la tête, à vouloir lutter ensemble, à vouloir s'unir, à se reconnaître comme des frères de classe. Ces derniers mois ont été animés par le développement de la solidarité entre les secteurs et entre les générations !

Voilà la victoire de ce mouvement car le vrai gain de la lutte, c'est la lutte elle-même où toutes les catégories professionnelles, toutes les générations se sont enfin retrouvées ensemble dans un même combat de rue contre une réforme qui est une attaque contre tous les exploités ! Et voilà ce que vont s'évertuer à vouloir effacer le gouvernement et les syndicats dans les semaines et les mois à venir.

À nous de nous rassembler pour débattre, discuter, tirer les leçons, pour ne pas oublier et, lors des luttes de demain, être encore plus nombreux et plus forts en commençant à comprendre et à déjouer les syndicats, ces professionnels... de la défaite. Ils seront toujours les derniers remparts de l'État dans les rangs ouvriers pour la défense de l'ordre capitaliste !

Léa, 14 janvier 2020

⁶⁾ Nous republions ci-contre un article tirant les leçons de cette lutte : "SNCF décembre 1986 : Les ouvriers peuvent se battre sans les syndicats".

L'escalade de la barbarie militaire

Après l'assassinat ciblé par les États-Unis du stratège militaire iranien de premier plan, Qassem Soleimani, les discussions dans de nombreuses capitales du monde, en particulier en Europe occidentale (qu'elles aient ou non exprimé un soutien explicite à l'action américaine) ont porté sur la nécessité d'éviter une "escalade" des tensions militaires au Moyen-Orient. Commentant la nature limitée de la réponse initiale de l'Iran (une attaque de missiles sur des bases aériennes américaines en Irak qui semble avoir causé peu de dommages ou de pertes humaines), les mêmes voix ont poussé un soupir de soulagement, espérant que l'Iran allait maintenant annoncer une désescalade.

Mais la montée des confrontations militaires au Moyen-Orient (et la contribution particulière des États-Unis à celle-ci) a des racines plus profondes et plus larges que l'impasse actuelle entre l'Iran et le gouvernement Trump. Déjà à l'époque de la guerre froide, cette région stratégiquement vitale avait été le théâtre d'un certain nombre de guerres par procuration entre les blocs américain et russe, notamment les guerres arabo-israéliennes de 1967 et 1973 et les "guerres civiles" qui ont déchiré le Liban et l'Afghanistan, de même que la guerre entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980. Avec l'effondrement du bloc russe, les États-Unis ont cherché à s'imposer comme la seule superpuissance mondiale, exigeant de leurs anciens partenaires du bloc occidental qu'ils se joignent à la première guerre du "nouvel ordre mondial" de Bush Senior contre l'Irak de Saddam en 1991. Mais ce nouvel ordre mondial s'est vite révélé être une illusion. Au lieu de parvenir à une nouvelle stabilité mondiale (qui serait bien sûr dominée par les États-Unis), chaque nouvelle aventure militaire américaine ne faisait qu'accélérer le glissement vers le chaos : l'état actuel des deux pays qu'ils ont envahis au début du nouveau siècle, l'Afghanistan et l'Irak, en fournit de nombreuses preuves. Sous Obama, les revirements des États-Unis dans ces pays et la nécessité de "pivoter" vers l'Extrême-Orient pour faire face au défi croissant de la Chine, ont encore souligné l'affaiblissement de l'emprise de l'impérialisme américain sur le Moyen-Orient. En Syrie, il a dû céder de plus en plus de terrain à la Russie de Poutine, qui a maintenant formé une alliance avec la Turquie (membre de l'OTAN) pour disperser les forces kurdes qui déterraient auparavant le nord de la Syrie avec le soutien des États-Unis.⁽¹⁾ Mais si les États-Unis ont battu en retraite, ils ont continué à insister sur le fait qu'ils ne se sont en aucun cas retirés de la région. Ils ont plutôt réorienté leur stratégie vers un soutien sans faille à leurs deux alliés les plus fiables dans la région : Israël et l'Arabie saoudite. Sous Trump, ils ont pratiquement abandonné toute prétention à jouer le rôle d'arbitre entre Israël et les Palestiniens, soutenant sans hésiter les mouvements ouvertement annexionnistes de Netanyahu. De même, ils n'ont aucun scrupule à soutenir le régime saoudien qui mène une guerre brutale au Yémen et qui assassine effrontément des porte-parole de l'opposition comme le journaliste Jamal Khashoggi, tué et démembré à l'ambassade saoudienne à Istanbul. Surtout, ils ont accentué la pression sur leur principal ennemi dans la région, l'Iran.

L'Iran est une épine dans le pied des États-Unis depuis la soi-disant révolution islamique qui a renversé le Shah, fortement pro-américain, en 1979. Dans les années 1980, ils ont soutenu la guerre de Saddam contre l'Iran afin d'affaiblir le nouveau régime. Mais le renversement de Saddam en 2003 a ouvert une grande partie de l'Irak à l'influence iranienne : le gouvernement irakien de Bagdad, dominé par les chiites, est

étroitement lié au régime de Téhéran. Cela a fortement accru les ambitions impérialistes de l'Iran dans tout le Moyen-Orient : il a établi une sorte "d'État dans l'État" via le Hezbollah au Liban et constitue le principal soutien des forces houthistes qui combattent l'Arabie saoudite et ses mandataires au Yémen. Et Soleimani a été le principal architecte de l'impérialisme iranien dans ces aventures et d'autres encore.

La décision de Trump d'entériner l'assassinat de Soleimani n'était donc pas basée sur un simple caprice de ce président américain, certes imprévisible, mais fait partie d'une stratégie impérialiste soutenue par une partie considérable de la bourgeoisie américaine, même si la poursuite de sa logique a certainement accentué les divisions au sein de l'appareil politico-militaire de la classe dirigeante américaine. Elle a fâché ceux qui ont soutenu l'approche plus conciliante d'Obama envers l'Iran, telle qu'elle est incarnée dans l'accord sur le programme nucléaire iranien, l'un des premiers accords diplomatiques à être abandonnés par Trump lorsqu'il est devenu président. Cette tentative de jeter des ponts avec l'Iran a également été l'approche des principales puissances européennes, y compris la Grande-Bretagne, qui ont de nouveau exprimé leurs doutes sur la politique de Trump après l'assassinat de Soleimani.

Derrière la spirale de la violence : l'impasse du capital mondial

Ces critiques bourgeoises contre Trump ont déploré de ne pouvoir percevoir la vision à long terme derrière l'assassinat de Soleimani, à laquelle visiblement Trump n'avait pas réfléchi. Elles continuent à affirmer leur engagement en faveur de solutions rationnelles, politiques et diplomatiques aux conflits et rivalités guerrières qui se répandent dans le monde entier. Mais le glissement du capitalisme vers le militarisme n'est pas le produit de Trump ou d'autres mauvais dirigeants, mais de l'impasse historique du système capitaliste ; ces factions bourgeoises "responsables" ne sont pas moins dépendantes de la machine militaire que Trump et d'autres populistes (la guerre des drones au Moyen-Orient et dans les régions avoisinantes a été initiée sous Obama).

L'administration de Trump est fondée sur la reconnaissance que l'ancien ordre des alliances militaires disciplinées, qui a prévalu pendant la guerre froide, et le projet de nouvel ordre mondial post-1989, sont tous deux morts et que la véritable dynamique dans le monde depuis 1989 est le "chacun pour soi" : c'est la véritable signification du slogan de Trump : "America First". Ceci est l'expression, au niveau des relations internationales, de la décomposition sous-jacente de la société capitaliste elle-même, de la phase finale du déclin du capitalisme en tant que mode de production, déclin qui a d'abord été clairement signalé par le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, les États-Unis ne sont plus le "gendarme du monde", mais le principal facteur de la descente dans le chaos. C'est pourquoi le "coup de dés" qui se joue derrière l'assassinat de Soleimani, indépendamment des fantasmes subjectifs de Trump ou de ses acolytes et partisans, ne peut avoir qu'un seul résultat : l'escalade de la barbarie militaire, que celle-ci se produise ou non à court ou à long terme. Comme le cauchemar en Syrie l'illustre de façon frappante, la première victime de cette escalade sera la masse de la population, le "dommage collatéral" du militarisme. En ce sens, qu'il soit intentionnel ou non, l'abattage de l'avion ukrainien au-dessus de Téhéran le même jour que la frappe de missiles iraniens contre des bases aériennes américaines démontre le coût humain réel de ces affrontements militaires.

Le régime iranien et l'aile gauche du capital

L'aile gauche de la machine politique capitaliste (les démocrates et les "sociaux-démocrates" aux États-Unis, les corbynistes au Royaume-Uni, les

trotskystes partout) ont leur propre programme lorsqu'ils attribuent la montée des tensions au Moyen-Orient à Trump ou à l'impérialisme américain. Cela découle de l'idée que les États-Unis ou les puissances occidentales sont les seuls impérialistes, et qu'ils sont opposés à des pays non-impérialistes ou même anti-impérialistes comme la Russie, la Chine ou l'Iran. Ceci est un mensonge : à notre époque, tous les pays sont impérialistes, des plus grands et des plus influents aux plus petits et aux moins grandes puissances mondiales. L'Iran, pas moins qu'Israël, ont leurs propres motivations impérialistes, qui s'expriment dans leurs tentatives d'utiliser des forces indirectes pour devenir la puissance dominante au Moyen-Orient. Et derrière elles se cachent les plus grands États impérialistes que sont la Russie et la Chine. En revanche, les exploités du capital, quel que soit l'État-nation qui préside à leur exploitation, n'ont aucun intérêt à s'identifier aux aventures impérialistes de leur propre classe dirigeante. La gauche, tout en appelant à la défense des nations dites "opprimées", prétend également être du côté des exploités et des opprimés dans ces pays, où le long règne de l'économie de guerre ainsi que l'impact de la crise économique mondiale (à laquelle on peut ajouter le poids des sanctions américaines dans un pays comme l'Iran)⁽²⁾ a certainement conduit à une

2) Il faut également rappeler que le même Trump qui déclare hypocritement son soutien aux manifestations de la population iranienne contre la pauvreté et le chômage menace maintenant de rendre leurs conditions de vie encore plus désespérées en infligeant des sanctions économiques encore plus lourdes à l'Iran. Non moins hypocrite est la prétention de Trump de soutenir les manifestations qui ont suivi la

accumulation massive de mécontentement social et d'opposition aux régimes existants dans tout le Moyen-Orient. Les révoltes populaires dans des pays comme le Liban, l'Irak et l'Iran au cours des deux dernières années en sont la preuve. Mais alors que les gauchistes clament leur soutien à ces mouvements, ils minent réellement la possibilité d'un mouvement de classe indépendant émergeant dans ces pays, parce qu'ils refusent de critiquer les faiblesses de ces révoltes où les différents intérêts de classe sont fusionnés. En effet, avec leur soutien au "nationalisme des opprimés", les gauchistes ne peuvent que renforcer davantage la tendance de ces révoltes à prendre une direction nationaliste (comme avec les slogans anti-iraniens scandés lors des manifestations en Irak, ou le fait d'agiter le drapeau libanais comme une fausse solution aux divisions sectaires au Liban). Et maintenant que les régimes en Iran et en Irak cherchent pour l'instant à noyer le mécontentement envers le régime dans une campagne hystérique d'unité nationale anti-américaine, la gauche, en se faisant l'écho des slogans anti-américains, se révèle être une "meneuse de claques" de l'effort de guerre des ayatollahs. C'est une des ironies de la situation que l'assassinat de Soleimani par les États-Unis permette au régime de Téhéran de mettre en place des campagnes pour renforcer sa crédibilité en tant que défenseur des "intérêts nationaux" iraniens. Pourtant, malgré les images très médiatisées de centaines de milliers de personnes dans les rues pleurant Soleimani, nous doutons que les exploités et les opprimés d'Irak et

chute de l'avion ukrainien, une tentative d'instrumentaliser la bétise de l'Iran et de répandre des illusions dans les scrupules moraux des puissances occidentales.

d'Irak aient été entièrement pris dans la nasse de l'union nationale : il s'agit après tout du même Soleimani dont les forces d'élite ont été en première ligne de la répression impitoyable des protestations contre le régime, qui a laissé des centaines de cadavres dans les rues. Les manifestations antigouvernementales qui ont éclaté dans tout l'Iran immédiatement après que les autorités ont admis avoir abattu l'avion de ligne ukrainien montrent que "l'Union sacrée" promue par le régime après l'assassinat de Soleimani n'a pas de réelle solidité. La classe ouvrière en Iran a mené des luttes courageuses au cours des deux dernières années, révélant une fois de plus qu'elle a le potentiel (comme nous l'avons vu à certains moments en 1978-79) de fournir une direction à la masse de la population, d'intégrer son mécontentement dans un mouvement authentiquement prolétarien. Mais pour que cela se produise, les travailleurs d'Irak, d'Iran et d'autres pays en première ligne du conflit impérialiste devront développer leur capacité d'éviter tous les pièges tendus sur leur chemin, que ce soit sous la forme de nationalisme ou d'illusions dans la prétendue supériorité de "la démocratie occidentale".

Et ils ne pourront pas faire ce pas en avant vital sans la solidarité active de la classe ouvrière internationale, surtout dans les pays centraux du système. Les luttes actuelles de la classe ouvrière en France indiquent que ce n'est pas un espoir perdu.

Contre l'escalade de la barbarie militaire, la seule voie pour l'humanité réside dans l'escalade de la lutte de classe internationale contre le capital, contre ses rivalités nationales, sa répression et ses guerres.

Amos, 12 janvier 2020

FACE À LA PLONGÉE DANS LA CRISE É

Les "révoltes populaires"

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de notre *Revue Internationale* n° 163 (disponible aussi sur notre site web) sur une série de révoltes populaires récentes dans des pays parmi les plus exposés à l'aggravation de la crise économique mondiale. Il met en garde contre l'impasse que constituent de telles mobilisations. Ces mouvements qui se sont produits dans plusieurs pays, en particulier en Amérique latine et au Moyen-Orient, souvent très massifs et souvent accompagnés de déchaînements de violence aveugle et d'une répression sanglante, représentent en effet pour les prolétaires un piège et un très grand danger dans la situation actuelle. Le fait de s'y engager et d'y participer ne peut contribuer qu'à accroître dangereusement les difficultés politiques de notre classe.

Partout dans le monde, les attaques contre la classe ouvrière se généralisent et s'approfondissent. C'est encore et toujours sur le dos des prolétaires que la classe dominante tente désespérément de freiner les effets du déclin historique de son propre mode de production et c'est toujours eux qui doivent payer la note ! (...) Quant aux prolétaires des pays qui ne sont ni "riches" ni "émergents", leur situation est encore plus dramatique : la population non exploitée y est, elle aussi, plongée dans une misère sans fond. Ces derniers pays, en particulier, ont récemment été le théâtre de mouvements populaires en riposte aux sacrifices à répétition exigés depuis des années par le capitalisme et exécutés par des gouvernements souvent gangrenés par la corruption, discrédités et haïs des populations. De tels mouvements ont ainsi eu lieu au Chili, en Équateur, en Colombie, à Haïti, en Irak, en Algérie, au Liban, et plus récemment en Iran.

Impuissance des mouvements, répression et manœuvres de la bourgeoisie

L'exaspération face à la plongée vers encore plus de misère fait exploser la colère. Après des années d'attaques répétées, c'est souvent une nouvelle attaque, pas nécessairement massive, qui "met le feu aux poudres". (...) Si la crise économique est en général la cause première des attaques

contre les conditions de vie, elle se superpose, dans certains pays comme le Liban et l'Irak, aux conséquences traumatisantes et dramatiques des tensions impérialistes et des guerres sans fin au Moyen-Orient.

Les mobilisations, souvent très massives, sont accompagnées dans certains pays de déchaînements de violence et d'une répression sanglante. Le mouvement très massif de protestation à Hong Kong, qui s'est développé en réaction non pas essentiellement à la misère et la corruption mais face au durcissement de l'arsenal répressif (permettant en particulier des extraditions vers la Chine continentale) a vu récemment l'irruption d'un niveau supérieur dans la répression : la police y a tiré à bout portant sur des manifestants. Si la classe ouvrière est présente dans ces "révoltes populaires", ce n'est jamais en tant que classe antagonique au capitalisme mais toujours noyée au sein de la population. Ce sont d'ailleurs les grandes difficultés qu'elle confronte pour reconnaître sa propre identité de classe et son absence de la scène sociale mondiale qui expliquent la multiplication de tels mouvements populaires stériles et inaptes à s'opposer à la logique du capital. De plus, loin de favoriser l'émergence future d'une riposte de la classe ouvrière et, avec elle, la seule perspective viable, la lutte contre le système capitaliste, les révoltes populaires, interclassistes, porteuses de "no

future", ne font qu'obscurcir une telle perspective. Elles renforcent encore les difficultés de la classe ouvrière pour assumer son combat de classe face aux expressions de plus en plus intolérables de la faillite du capitalisme. Néanmoins, elles ne peuvent éliminer ce fait que les contradictions de ce système, qui seront toujours plus profondes, pousseront toujours davantage la classe ouvrière mondiale à se confronter à toutes les difficultés qu'elle connaît actuellement. Le rôle des révolutionnaires est ici déterminant car ils sont les seuls à être en mesure de faire une critique intransigeante de ses faiblesses.

La trilogie "interclassisme, revendication démocratique, violence aveugle"

Dans toutes les révoltes populaires interclassistes citées précédemment, et d'après les informations que nous avons pu recueillir, la classe ouvrière n'est que très ponctuellement parvenue à s'y manifester en tant que telle, y compris dans des situations comme au Chili où la cause première des mobilisations était clairement la nécessité de se défendre contre des attaques économiques. Souvent, la "révolte" y prend alors pour cible privilégiée, voire unique, ceux qui, au pouvoir, sont rendus responsables de tous les maux qui accablent la population et, du coup, elle épargne le système dont ils sont les serveurs. Focaliser la lutte sur le combat pour le remplacement de politiciens corrompus est évidemment une impasse car, quelles que soient les équipes au pouvoir, quel que soit leur niveau de corruption, toutes ne pourront et ne feront que défendre les intérêts de la bourgeoisie et mener une politique au service du capitalisme en crise. C'est une impasse d'autant plus dangereuse qu'elle est "légitimée" par des revendications démocratiques "pour un système propre", alors que la démocratie est la forme privilégiée de

1) Le "retournement de veste" de la Turquie d'Erdogan fonctionne cependant dans les deux sens, comme la plupart des alliances aujourd'hui : au Moyen-Orient, elle s'est tournée vers la Russie contre les États-Unis, mais en Libye, elle a envoyé des troupes pour soutenir le gouvernement d'entente nationale reconnu par l'ONU, contre les forces de Khalifa Haftar, qui sont soutenues par la Russie...

Signe avant-coureur de l'avenir du capitalisme

Dans son roman de 1957, *Le Dernier Rivage*, adapté au cinéma quelques années plus tard, Nevil Shute imaginait l'Australie comme le dernier endroit sur Terre où les humains avaient survécu après qu'une guerre nucléaire avait détruit l'hémisphère nord. C'était un court répit puisque la radioactivité mortelle se déplaçait vers le sud et l'histoire décrivait comment les différents personnages abordaient la mort de la planète ainsi que leur propre tragédie.

Aujourd'hui, au lieu d'abriter les derniers soubresauts de la civilisation décrit par Shute, le continent australien est un précurseur et un microcosme (un microcosme particulièrement significatif, aussi grand que l'Europe entière ou les États-Unis) d'une Terre transformée en désert par la soif avide et insatiable du capitalisme pour le profit. Tout ce qui est en lien avec le changement climatique d'origine anthropique, le réchauffement global et l'incapacité totale du capitalisme ne serait-ce que de commencer à faire face à cette menace mortelle pour l'humanité, tout comme les solutions bidon proposées notamment par les Verts, se manifeste aujourd'hui en Australie.

Une situation apocalyptique

Nous pourrions mentionner de nombreux chiffres détaillés, des graphiques, la hausse des températures, les échelles, l'ampleur et l'étendue des incendies faisant rage actuellement à travers l'Australie. Nous pourrions encore signaler le nombre de maisons perdues, de morts et de malades occasionnés, mais il est suffisant ici de dire que tout cela atteint un niveau record et s'accroît davantage chaque jour dans des endroits toujours plus nombreux du continent, qu'à certains endroits les

niveaux de pollution de l'air sont plus élevés que ceux de Pékin ou de Delhi. Dans la capitale de la Nouvelle-Galles du Sud, la pollution est onze fois supérieure à la normale. Dans la populaire Sydney, les alarmes incendie se déclenchent, les ferries et les autres moyens de transport sont à l'arrêt, les écoles fermées. Les personnes souffrant de maladies respiratoires sévères engorgent hôpitaux et cabinets médicaux, et personne n'est averti que les masques de protection à la pékinoise qui font leur apparition sont plus qu'inutiles. Des gens rapportent que la fumée s'introduit même à l'intérieur de leur maison et ils s'inquiètent à raison des effets immédiats et à long terme sur leur santé. Les conditions deviennent de plus en plus dangereuses pour les pompiers, dont 85% sont des volontaires (suite à la dernière vague de suppression d'emplois à temps plein de pompiers), et en raison des courtes pauses dans leur activité ils font face à l'épuisement, à l'intoxication par la fumée et au danger d'accident mortel.

Bien sûr, il y a toujours eu des incendies de brousse en Australie, mais l'ampleur, la durée et l'intensité de ces derniers événements les placent à un niveau inédit et dangereux. Tout comme "il y a toujours eu des feux de brousse", il y a toujours eu des changements climatiques et des fluctuations du dipôle de l'océan Indien, qui affecte les phénomènes météorologiques en Australie et au-delà, réchauffant le sud-est tout en accroissant la pluviosité en Afrique dans ce cas. Mais comme d'autres phénomènes météorologiques au niveau mondial (par exemple, El Niño), ils se distordent et s'intensifient jusqu'à atteindre des niveaux "sans précédent" selon les experts. Ceci est causé par l'accroissement du réchauffement

global provoqué par les effets de l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre.

Aussi graves qu'ils soient, ce ne sont pas seulement les incendies de brousse et les pénuries d'eau qui témoignent des dangers à court et long termes pour la population en Australie et au-delà. La déforestation est en train de créer de plus en plus de déserts de poussière. L'Australie n'a rien à envier aux autorités brésiliennes ni aux autres complices de l'exploitation impitoyable des sols et de son ampleur. De vastes étendues, aussi loin que le regard peut porter, ont été privées de toute forme de végétation. Quant aux emblématiques koalas, ils ont été décimés bien avant ces incendies. Les immenses plaines créées pour l'agriculture intensive requièrent de grandes quantités d'eau et des tonnes d'engrais. Elles sont dénuées de toute pousse, laissant peu d'humidité dans le sol, ce qui de plus réduit la formation de nuages au-dessus d'elles. Comme ces plaines se dessèchent sous la chaleur, il ne reste qu'une terre aride se décomposant en poussière, balayée par le vent et arrosée de pesticides, une préoccupation supplémentaire pour les populations avoisinantes. Comme au Brésil de Bolsonaro, les défrichements illégaux et les déforestations ont été tolérés, voire encouragés par les diverses autorités australiennes. Tout ceci dans l'intérêt du capitalisme et de son inéluctable course aux profits. Étant donné les avertissements des experts sur les futurs développements climatiques, et que rien ne va changer concernant le besoin de profit du capitalisme, combien de temps encore de vastes zones d'Australie demeureront habitables pour les générations futures ?

La réponse du gouvernement...

Le gouvernement de coalition dirigé par "l'homme du peuple", le Premier ministre Scott Morrison, contrairement à son prédécesseur, Tony Abbot, accepte l'idée que le "réchauffement global" existe mais qu'il est "sous contrôle" (comme il l'est en Australie en ce moment !). Sa position et celle de son gouvernement ne sont fondamentalement pas différentes de celle d'Abbot, qui disait que le réchauffement global "était probablement une bonne chose", qu'il "verdissait la planète et accroissait les rendements agricoles, rendant la vie plus sûre et plus agréable", et qu'il n'y avait pas beaucoup de chances de le stopper de toute façon. Morrison a gagné l'élection sur cette base : "ne pas avoir peur du charbon", affirmant qu'il ne placerait pas le changement climatique avant les emplois, que le lien avec les incendies de brousse existait vraiment "parmi beaucoup d'autres facteurs" mais était une "question secondaire" et "au sujet de laquelle il n'y avait pas à s'inquiéter". Le gouvernement et son secteur de l'énergie n'ont pas de politique cohérente à propos du changement climatique et ils ne sont pas différents de la grande majorité des principales puissances. Ils utilisent actuellement des crédits carbone en lien avec des manipulations comptables afin de prétendre agir en faveur de la réduction des émissions promises par le gouvernement australien. Le gouvernement fédéral détourne le problème vers les autorités locales, étatiques et territoriales, "décentralisant" la question, évitant et sapant ainsi toute forme de responsabilité ou d'approche cohérente. Cette tactique de "décentralisation" est une vieille astuce de l'État démocratique qui facilite aussi le "diviser pour régner". Pendant ce temps, le parlement de Nouvelle-Galles du Sud essaie de faire passer une loi qui amoindrirait toute considération climatique dans la production de charbon. Les très lucratives exportations de charbon australien s'élèvent à 36 milliards de livres sterling par an selon certains rapports. Sept nouvelles mines à ciel ouvert ont été mises en service dans le Queensland. Fondamentalement, comme tous les gouvernements quelle que soit leur couleur, la réponse du gouvernement australien a été de nier, détourner et obscurcir la question du changement climatique tout en poursuivant rapidement la spoliation du territoire au nom de l'intérêt national et du profit.

... et des Verts

Le Verts font plus de bruit autour du changement climatique, mais quand ils en viennent au fond du problème, ils sont clairement à mettre dans le même sac que le gouvernement et ses politiciens. Le "mouvement vert" ressemble beaucoup au mouvement pacifiste. En fait, en Australie, comme dans toutes les principales démocraties, les deux mouvements, leur structure et leur personnel, sont interchangeable et interchangent réellement à certains moments de l'histoire.

La principale similarité entre les deux mouvements est qu'ils existent pour promouvoir et plaider ce que le capitalisme ne peut pas offrir : un système sans profit, sans concurrence et sans guerre. Ils ne représentent pas seulement des diversions à la nécessité pour le prolétariat d'affronter le capitalisme dans son ensemble, ils sont aussi d'importants soutiens pour la perpétuation du système et sont ainsi partiellement responsables des effets cumulatifs de sa décomposition. Pour les Verts, la lutte du travail contre le capital doit être évitée pour que réussissent leurs "réformes", réformes qui n'ont en réalité aucune chance de réussir puisque le capitalisme est par nature un système d'exploitation destructeur.

Pour les Verts, généralement la situation "requiert l'attention du gouvernement" et "l'intervention" dans le secteur "bancaire". L'intervention de l'État est aussi requise pour "de nouveaux emplois issus des sources d'énergie neutres en carbone", et le parlement (les Verts tout comme les pacifistes sont très portés sur le parlement et la

démocratie) devrait "sauver le peuple" : c'est le même parlement qui, en réalité, représente les intérêts du capital contre "le peuple" en général et la classe ouvrière en particulier. Pour les Verts, la classe ouvrière devrait soutenir son ennemi, se sacrifier pour lui et renoncer à ses luttes sur son terrain de classe.

Pour certains Verts en Australie, et sans aucun doute ailleurs, les incendies ont été accueillis comme "une dernière piqûre de rappel" (dans une longue série de "dernières piqûres de rappel"). L'idée de ces activistes est qu'étant donné les dommages croissants causés par les incendies et les inondations, les compagnies d'assurance refuseront de couvrir ceux-ci ainsi que d'autres risques critiques associés au réchauffement global et, par conséquent, les banques ne prêteront plus aux entreprises productrices d'énergie fossile et investiront à la place dans des "solutions vertes".

Le problème fondamental de cette approche est qu'elle est basée sur la supposition que le capitalisme est un système "ouvert à la raison", qui adoptera une approche logique et fera ce qui est le mieux pour le monde. Toutes les preuves dont nous disposons depuis le début du siècle dernier nous montrent que ce n'est pas le cas, comme illustré par deux Guerres mondiales et de nombreuses guerres irrationnelles et illogiques depuis lors, à mesure que le capitalisme s'enfonçait davantage dans le déclin. Peu importe la "radicalité" apparente de ces Verts, leur seul objectif est de faire croire qu'il est possible de réformer le système à travers les compagnies d'assurance, les banques et "l'exploitation verte". Mais la principale fonction de l'idéologie verte, comme de son jumeau pacifiste, est d'embrouiller et démobiler la classe ouvrière, de la détourner de sa lutte contre le capital et la ramener vers l'"intérêt national".

Ce qui démasque vraiment le mouvement Vert (et cause beaucoup de dissensions internes au sein de ces groupes) est le développement du militarisme et de la guerre. Quand les Verts sont clairement pacifistes, comment abordent-ils la question de la guerre impérialiste ? Compte tenu de leur soutien aux intérêts nationaux, leur approche est celle de l'influent parti écologiste en Allemagne qui a soutenu la "guerre contre le terrorisme" de leur État en Afghanistan et ses "expéditions" militaires extérieures. Les Verts en général vont laisser l'appareil militaire et répressif de l'État non seulement intact mais renforcé, agressif et fonctionnant à l'énergie fossile.

"Le capitalisme" nous mène à la destruction et à la ruine

Les terrifiants incendies australiens et toutes les magouilles politiciennes autour d'eux sont un exemple supplémentaire de la course du capitalisme dans son ensemble vers la destruction. Le capitalisme n'agit pas pour le bien de l'humanité mais pour l'accumulation du capital et la conquête militaire. La raison n'entre pas en ligne de compte : "Le capital est un rapport mondial entre les classes, basé sur l'exploitation du travail salarié et de la production pour la vente afin de réaliser des profits. La recherche constante de débouchés pour ses produits entraîne une concurrence impitoyable entre les États-nations pour la domination du marché mondial. Et cette concurrence exige que chaque capital national se développe ou meure. Un capitalisme qui ne cherche plus à pénétrer le dernier recoin de la planète et à croître sans limite ne peut exister. De même, le capitalisme est totalement incapable de coopérer à l'échelle mondiale pour répondre à la crise écologique, comme l'a déjà démontré l'échec lamentable des différents sommets et protocoles climatiques".

De l'"autre côté" du capital se tient le travail. Ce dernier est déjà monté à l'assaut du ciel autrefois et il lui faudra forcer ce combat en tant que seule force capable d'offrir une possibilité de se battre face à l'avenir sombre que nous réserve le capitalisme.

Baboon, 28 décembre 2019

CONOMIQUE MONDIALE ET LA MISÈRE

constituent une impasse

domination de la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe sur la société et le prolétariat. Il est à cet égard significatif qu'au Chili, après la répression féroce et face à une situation dont la bourgeoisie avait sous-estimé l'explosivité, celle-ci soit ensuite passée à une nouvelle phase de sa riposte à travers une attaque politique mettant en mouvement les organes démocratiques classiques de mystification et d'encadrement, abouissant au projet de "nouvelle constitution" présentée comme une victoire du mouvement de protestation. La revendication démocratique dilue les prolétaires dans l'ensemble de la population, brouille la conscience de leur combat historique, les soumet à la logique de domination du capitalisme, les réduit à l'impuissance politique. Interclassisme et démocratisation sont deux méthodes qui se marient et se complètent de façon terriblement efficace contre la lutte autonome de la classe ouvrière. C'est d'autant plus le cas que, avec la période historique ouverte avec l'effondrement du bloc de l'Est et les campagnes mensongères sur la mort du communisme, le projet historique du prolétariat a cessé temporairement de guider plus ou moins consciemment sa lutte. Lorsque cette dernière parvient à s'imposer, c'est à contrecourant du phénomène général de décomposition de la société où le chacun pour soi, l'absence de perspectives, etc. acquièrent un poids accru. Les déchainements de violence qui souvent accompagnent les révoltes populaires sont bien loin d'exprimer une quelconque radicalité. C'est évident lorsqu'ils sont le fait du lumpen, agissant spontanément ou aux ordres occultes de la bourgeoisie, avec son vandalisme, les pillages, les incendies, la violence irrationnelle et minoritaire. Mais plus fondamentalement, une telle violence est contenue intrinsèquement dans les mouvements populaires dès lors que ceux-ci ne s'en remettent pas directement aux institu-

tions de l'État. N'ayant évidemment à offrir aucune perspective de transformation radicale de la société pour abolir la pauvreté, les guerres, l'insécurité croissante, et autres calamités du capitalisme en agonie, ils ne peuvent alors qu'être porteurs de toutes les tares de la société capitaliste en décomposition. Le pourrissement du mouvement de contestation à Hong-Kong en constitue une parfaite illustration en ce sens où, de plus en plus ostensiblement privé de perspectives (en fait, il ne pouvait en avoir dès lors qu'il se cantonnait sur le terrain "démocratique" sans mettre en question le capitalisme) il se transforme en une gigantesque vendetta de la part de protestataires face aux violences policières, et ensuite des flics eux-mêmes qui répliquent, parfois spontanément, à la violence d'en face. (...)

Certains s'imaginent (ou veulent nous faire croire) que toute violence dans cette société, dès lors qu'elle est exercée contre les forces de répression de l'État, est nécessairement à soutenir, s'apparenterait à la nécessaire violence de classe du prolétariat lorsqu'il entre en lutte contre l'oppression et l'exploitation capitalistes. C'est une profonde méprise ou une mystification grossière. En fait, la violence aveugle des mouvements interclassistes n'a rien à voir avec la violence de classe du prolétariat qui est libératrice, pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, contrairement à celle du capitalisme qui est oppressive, dans le but notamment de défendre la société de classe. La violence des mouvements interclassistes est désespérée, à l'image de la petite bourgeoisie qui n'a aucun avenir propre, à qui il ne reste que le néant, à défaut de se ranger derrière la bourgeoisie ou bien le prolétariat. En fait la trilogie "interclassisme, revendication démocratique, violence aveugle" est la marque de fabrique des révoltes populaires qui éclosent aux quatre coins de la planète

en réaction à la dégradation accélérée de toutes les conditions de vie qui affecte la classe ouvrière, d'autres couches non exploiteuses et la petite bourgeoisie totalement paupérisée. Le mouvement des gilets jaunes qui a fait son apparition en France il y a un an appartient également à cette catégorie des révoltes populaires. De tels mouvements ne peuvent que contribuer à obscurcir aux yeux des prolétaires ce qu'est la véritable lutte de classe, à renforcer leurs difficultés actuelles pour se concevoir comme classe de la société, différente des autres classes, avec son combat spécifique contre l'exploitation et sa mission historique de renversement du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle la responsabilité des révolutionnaires et des minorités les plus conscientes au sein de la classe ouvrière est d'œuvrer à ce que la classe ouvrière se réapproprie ses méthodes de lutte propres, au cœur desquelles figurent la lutte massive; l'assemblée générale comme lieu de discussion et décision défendu contre les tentatives de sabotage des syndicats, ouvert à tous les secteurs de la classe ouvrière; l'extension aux autres secteurs, imposée contre les manœuvres d'enfermement des syndicats et de la gauche du capital. Face à la plongée dans la crise économique mondiale et la misère, les "révoltes populaires" constituent une impasse. Même lorsque ces perspectives apparaissent aujourd'hui lointaines, et c'est effectivement le cas actuellement dans beaucoup de parties du monde, en particulier là où la classe ouvrière est très minoritaire, avec une faible expérience historique, elles constituent néanmoins partout la seule boussole qui permettra au prolétariat de ne pas se dissoudre et se perdre.

Silvio, 17 novembre 2019

Les conséquences de la crise économique sur la classe ouvrière en Italie

Le monde de la politique est chaque jour de plus en plus versatile. Un jour c'est la "taxe plastique", un autre le mécanisme européen de stabilité. Les différents partis politiques n'hésitent pas à utiliser leurs désaccords pour embrouiller les idées du prolétariat et le détourner des réels problèmes. Tous ont la prétention de parler au nom du "peuple" italien, donc aussi des travailleurs. En réalité, tant l'ancien gouvernement "jaune et rose"⁽¹⁾ que l'actuel gouvernement "jaune et rose", comme tous ceux qui les ont précédés, ne sont que les défenseurs du capital national et cherchent à tromper les travailleurs avec des mesures présentées comme la panacée pour leurs conditions de vie.

Le gouvernement précédent s'est présenté comme un gouvernement "populaire" en affichant ses mesures censées soulager les problèmes des travailleurs, comme l'introduction de la "quota 100"⁽²⁾ et du revenu universel dit "de citoyenneté". Mais quand on y regarde de plus près, ces mesures n'ont rien apporté de vraiment substantiel au prolétariat :

– La "quota 100" ? Ce mécanisme concerne seulement quelques dizaines de milliers de personnes. Ce n'est pas l'abolition de la loi "Fornero"⁽³⁾ et, de toute façon, ceux qui l'acceptent perdent de l'argent sur leur pension. Il s'agit donc d'une mesure de propagande et non d'une mesure sociale capable de s'attaquer réellement aux problèmes des gens (qui est, en l'occurrence, la possibilité de partir en retraite plus tôt avec une pension qui permet de vivre). On nous a également dit que la retraite anticipée devrait servir à créer de nouveaux emplois pour les jeunes.⁽⁴⁾ Les statistiques montrent pourtant que ce n'est pas vrai : pratiquement aucun travailleur qui a pris sa retraite avec la "quota 100" n'a été remplacé, ce qui a également créé des problèmes dans l'administration publique, en particulier dans le domaine de la santé où le manque de personnel oblige les médecins et les infirmiers à effectuer des gardes supplémentaires épuisantes.

– Le revenu de citoyenneté : un bazar qui non seulement n'a pas supprimé la pauvreté (comme Di Maio s'est empressé de le déclarer à grands cris avec tous ses ministres depuis les balcons du palais Chigi), non seulement n'a pas été utilisé pour créer des emplois⁽⁵⁾ (sauf pour les postes de navigation), mais a surtout favorisé le recours au travail illégal. Personne ne peut vivre avec 500€ mensuels : celui qui reçoit ce revenu doit le compléter, mais pour l'instant il ne peut le faire qu'avec le travail au noir (pour ne pas perdre le revenu de citoyenneté).

– En revanche, pour financer une partie de ces mesures, on a retiré de l'argent aux retraités : trois milliards en trois ans.

– Le nouveau gouvernement prétend également vouloir résoudre les problèmes sociaux avec des promesses sur la réduction des impôts, la gratuité des crèches, "l'allocation bébé", etc. Mais en réalité, cette réduction d'impôts s'élève à moins de 40 euros

par mois (et seulement pour les travailleurs ayant les revenus les plus faibles). De plus, la gratuité des crèches est également destinée aux personnes aux revenus les plus faibles, si tant est qu'elles puissent trouver une place en crèche.

La situation avec le nouveau gouvernement ne s'améliore pas, loin de là. Le scénario qui se dessine de plus en plus clairement aux yeux de tous est celui d'un effritement progressif de toute la sphère productive italienne. Le nombre de licenciements est impressionnant : *Alitalia* a supprimé 5000 emplois ; *Unicredit* : 8000 ; *Ilva di Taranto* : 4700 ; *Whirlpool Campania* : 800 ; *Embrago* à Riva di Chieri : 500 ; *Bosch* à Bari : 640 ; *Pernigotti* : 25, *Jabil* : 350, *Conad* : 3105... pour ne citer que les plus connus mais auxquels il faut ajouter des dizaines d'autres petites et moyennes entreprises. Il y a actuellement 160 entreprises en crise avec un total estimé de 400000 emplois en danger. Le cas d'*Unicredit* est particulièrement significatif : avec 8000 licenciements (plus de 6000 en Italie) et la fermeture de près de 500 agences, *Unicredit* n'est que la dernière entreprise en faillite dans le secteur bancaire qui, en douze ans, a anéanti pas moins de 74000 emplois. Dans ce cas, il est facile de voir comment le progrès des technologies numériques (en 2019, 13,7 millions d'Italiens géraient leur argent par le biais de smartphones) ne profite qu'aux entrepreneurs et tout cela au détriment des travailleurs. Si pour certains, il semble se dessiner une conclusion positive, comme pour *Almaviva* où les 3000 licenciements ont été révoqués, à la lecture des accords collectifs, on se rend compte que cela ne s'est produit qu'en augmentant l'exploitation de la main d'œuvre : six mois de "Contrat de solidarité" ont été imposés aux travailleurs avec la diminution de 45% du temps de travail (et des salaires) à Rome, 45% à Palerme et 35% à Naples et douze mois supplémentaires de Fonds extraordinaire de garantie des salaires.⁽⁶⁾

Cette situation ne touche pas uniquement l'Italie, mais concerne tous les pays capitalistes. Même la "florissante" Allemagne connaît des licenciements dans tous les secteurs : à la *Deutsche Bank*, 18000 emplois doivent être supprimés dans les années à venir ; 5600 emplois en moins chez *T-Systems* (la branche informatique de *Deutsche Telekom*) ; 700 chez *Allianz* ; *Thyssenkrupp* doit effectuer 6000 licenciements dans le monde, dont 4000 en Allemagne ; *Siemens* : 2700 dans le monde dont 1400 en Allemagne ; *Bayer* : 12000 d'ici 2021. En France, le gouvernement Macron s'attaque aux services sociaux, aux retraites, aux soins de santé, etc.

Si les entreprises font faillite ou licencient en masse, ce n'est pas à cause de l'incapacité de leurs dirigeants ou parce que quelqu'un a spéculé ou volé : ce n'est pas la faute du capitaliste individuel si nous nous dirigeons vers une nouvelle récession profonde, c'est une conséquence de l'obsolescence du système capitaliste comme un tout qui ne peut même plus garantir la simple survie de ses exploités.

Que font l'État et les syndicats face à cette ruine ? Si nous considérons le cas de la société sidérurgique ILVA de Tarente, avec ses 4700 licenciements (impliquant environ 20000 familles, en considérant également les activités induites par la présence de cette entreprise), le plan de l'État italien a été d'entrer dans le capital de la société franco-indienne qui possède l'entreprise ILVA (*ArcelorMittal*) avec une injection d'argent frais et... la réduction des licenciements à "seulement" 1800. En pratique, en acceptant 40% des licenciements annoncés par l'entreprise, l'État s'adapte face aux besoins d'*ArcelorMittal*. Le tout accompagné de la promesse d'une reconversion de l'usine sur la base d'une technologie plus propre, visant

une fois de plus à poser une fausse alternative entre les emplois et la santé, comme si les travailleurs devaient choisir de mourir du cancer ou simplement de faim.

Et les syndicats dans tout ça ? Que proposent les syndicats pour faire face à la situation ? La réponse de Landini, secrétaire général de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), le syndicat qui se présente comme le plus combatif et le plus à gauche, est vraiment significative. Plutôt que de défendre les conditions des travailleurs en s'attaquant aux licenciements et à la dégradation des conditions de vie, Landini propose "une alliance avec le gouvernement et les entreprises pour empêcher le pays de s'effondrer"⁽⁷⁾ en demandant aux entreprises d'"abandonner les sirènes de la finance, de redevenir des entrepreneurs innovants et capables qui, avec ceux qui travaillent, ont fait l'Italie"⁽⁸⁾. En pratique, on propose un prétendu pacte social qui ne peut se faire que contre le prolétariat. De plus, l'avertissement sournois sur les "sirènes de la finance" suggère l'idée

7) *La Repubblica* (9 décembre 2019).

8) L'invitation à considérer les entrepreneurs comme des partenaires, comme des alliés avec lesquels on peut tracer ensemble un chemin commun, plutôt que comme des adversaires, n'échappera à personne. D'autre part, la production par la télévision publique (RAI) de pas moins de cinq fictions sur les grands entrepreneurs italiens (Adriano Olivetti, Enrico Mattei (ENI), Giovanni Spadolini (Ignis), Enzo Ferrari et Luisa Spagnoli) va exactement dans le même sens, c'est-à-dire propager l'idée qu'il existe de bons et compétents entrepreneurs et que si les choses tournent mal, c'est à cause de l'incapacité ou de la cupidité de quelques autres.

suite de la page 8

Trente ans après l'effondrement du mur de Berlin



La faillite du stalinisme est celle du capitalisme, non du communisme

préservation des droits de l'homme ne vont pas de soi" et "doivent toujours être défendues" a-t-elle assuré. Selon toute la bourgeoisie : "si ce trentième anniversaire peut être mis à profit, ce doit être pour tenter de repenser, pour tous ceux qui l'ont adopté, le modèle démocratique..."⁽⁸⁾ Obligée de masquer sa faillite, la bourgeoisie a besoin de se crédibiliser à nouveau, de "régénération", besoin de "repenser" son "modèle démocratique" aux abois, pour... mieux attaquer et museler les exploités !

Quelles leçons ? Quelles perspectives ?

De ces trente dernières années, depuis la chute du mur de Berlin, le prolétariat doit garder en tête des leçons essentielles :

– le communisme n'est ni "mort" ni en "faillite". C'est bien le stalinisme, expression politique du capitalisme d'État à l'Est, qui a sombré sous les coups de boutoirs de la crise de ce système en décomposition.

– le prolétariat doit rejeter toutes les campagnes médiatiques mensongères, notamment tous les pièges alimentant les divisions : celle opposant par exemple en Allemagne les "Ossies"

8) "Chute du Mur de Berlin : ne nous trompons pas de funérailles", *Le Monde* (9 novembre 2019).

d'une même classe, où ils confrontent leurs idées pour décider comment donner de la force à la lutte, comment donner de la continuité à la mobilisation, comment étendre la lutte à d'autres secteurs, puisque les attaques ne se limitent pas aux licenciements, mais incluent la précarité croissante du travail, les réductions de salaire, etc.

Si les travailleurs veulent se battre face au capital, contre les appendices du gouvernement bourgeois que sont les syndicats, instruments de contrôle des luttes prolétariennes, il n'y a qu'une seule façon de faire : s'unir pour défendre leurs conditions de travail, sans se perdre derrière les spécificités sectorielles et les manifestations syndicales stériles.

Bien sûr, cette étape est difficile. C'est une vraie montagne. Elle nous oblige à nous reconnaître non plus comme des métallurgistes, des sidérurgistes, des employés de banques, des infirmières, etc., mais comme des prolétaires, comme les véritables producteurs de la richesse sociale, une richesse qui nous est enlevée pour devenir en grande partie du profit pour le capital. Pour y parvenir, les travailleurs les plus conscients doivent répandre l'idée que l'unification des luttes est possible, que l'expérience du mouvement prolétarien le montre, que les travailleurs en France en 1968 ou en Italie en 1969 (l'automne chaud), ou ceux de Pologne en 1980 l'ont fait, que le prolétariat est la principale force sociale de la société quand il est uni, solidaire et organisé. Les travailleurs doivent se regrouper, discuter, se réapproprier les leçons du passé, pour préparer l'avenir de la lutte de classe.

Elios, 13 décembre 2019
(RZIZ, section en Italie du CCI)

aux "Wessies", mais aussi les pièges opposant les idéologies "populistes" à "l'anti-populisme" et autres idéologies démocratiques.

– la bourgeoisie reste une classe de menteurs, obligée de masquer en permanence sa domination et son exploitation aux prolétaires. Ses promesses, comme celles de 1989-90, ne sont que du vent, des phrases creuses destinées à anesthésier le prolétariat.

– la chute du mur et l'effondrement du bloc de l'Est sont une expression des plus spectaculaires de la crise et de la décomposition du système. Le capitalisme ne peut désormais que nourrir une affreuse spirale destructrice et n'a pas d'autre avenir. Il faut donc le détruire avant qu'il n'engloutisse l'humanité.

Face à toutes les logiques de destruction que nous impose ce système, il n'existe qu'une seule solution : la lutte de classe révolutionnaire, celle d'un combat international de tous les ouvriers, au-delà des divisions, au-delà et contre tous les clivages nationaux, contre l'État bourgeois. Seul le prolétariat international peut offrir cette perspective comme alternative, celle d'une autre société, sans mur ni barbelé, sans classe, sans exploitation : une véritable société communiste.

WH, 3 décembre 2019

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ÉTRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ÉTRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ÉTRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin,

nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2019

Revue
Internationale

Présentation de la Revue

Face à la plongée dans la crise économique mondiale et la misère

Les "révoltes populaires" constituent une impasse

Invasion turque dans le nord de la Syrie

La barbarie et le cynisme de la classe dirigeante

100 ans après la fondation de l'Internationale Communiste

Quelles leçons pour les combats du futur ? (2e partie)

Cinquantième de Mai 68

La difficile évolution du milieu politique prolétarien depuis Mai 68 (1ère partie)

Nuevo Curso et la "Gauche communiste espagnole" Quelles sont les origines de la Gauche communiste ?

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud

De l'élection du président Nelson Mandela (1994) à l'année 2019

163

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois

RÉUNIONS PUBLIQUES

Le mouvement contre la réforme des retraites n'est qu'un premier pas pour retrouver le chemin des luttes massives

Depuis début décembre, venant de tous les secteurs et issus de toutes les générations, des centaines de milliers de manifestants descendent dans la rue contre la "réforme" des retraites. Dans les cortèges, la colère et la combativité sont évidentes. Depuis les luttes de 2003 et 2010 contre les précédentes "réformes" des retraites, nous n'avions pas vu en France un tel enthousiasme d'être aussi nombreux à se mobiliser tous ensemble contre cette attaque qui touche toute la classe des exploités : salariés du public et du privé, actifs et retraités, chômeurs, travailleurs précaires, étudiants. La solidarité dans la lutte se manifeste par une volonté de se battre non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour les autres secteurs et pour les générations futures.

Néanmoins, ce mouvement connaît aussi d'importantes limites et difficultés, en particulier dans la prise en main et l'organisation de la lutte par les prolétaires eux-mêmes. Il n'y a que très peu, ou pas, de réelles assemblées générales dans lesquelles les travailleurs peuvent débattre, prendre ensemble les décisions et la conduite de leur lutte. Contrairement, par exemple, à Mai 68.

Quelles leçons tirer du mouvement en cours ? Quelles sont ses forces et ses faiblesses ? Comment préparer au mieux les luttes futures ? Quel rôle jouent réellement les syndicats et les partis de "gauche" ? Ce sont de toutes ces questions, et bien d'autres encore, que nous proposons de discuter lors des réunions publiques à :

PARIS

samedi 18 janvier 2020
15:00

CICP,
21 ter rue Voltaire, Paris 11^e

MARSEILLE

samedi 18 janvier 2020
15:00

Association Milles-Bâbords,
61 rue Consolat

TOULOUSE

samedi 18 janvier 2020
15:00

Espace de l'ancienne école vétérinaire (Salle Maude Sykes Andral), 1 allée Jacques Chaban Delmas

LILLE

samedi 8 février 2020
15:00

MRESS, 5 rue Jules de Vicq

NANTES

samedi 8 février 2020
15:00

Salle de la Fraternité,
3 rue de l'Amiral Duchaffault,
quartier Mellinet

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

(FRANCE)
Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Acción Proletaria

(ESPAGNE)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationalisme

(BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen
(Centraal Station)

Internationalism

(ÉTATS-UNIS)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Internacionalismo

(VENEZUELA)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationell revolution

(SUEDE)
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

Rivoluzione internazionale

(ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution

(ROYAUME-UNIS)
BM Box 869,
London WCI N 3XX

World Revolution

(AUSTRALIE)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Weltrevolution

(SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich

Revolución Mundial

(MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Guerre du Golfe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie

8 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise

12 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

4,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal...

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections un piège pour la classe ouvrière

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

SOUSCRIPTIONS

Souscription presse :

Z : 20 €.

Réunion publique à Lille, 12 octobre :

L : 44,40 € ; ML : 13,10 €.

Réunion publique à Paris, 19 octobre :

Vi : 5 € ; JP : 5 € ; Ga : 10 € ; L : 10 € ; M : 1 € ; AT : 2 € ; Ni : 40 € ; G : 30 € ; BL : 2 € ; M.Flo : 20 € ; X : 9,80 €.

Total : 212,30 €

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

TRENTE ANS APRÈS L'EFFONDREMENT DU MUR DE BERLIN

Les mêmes mensonges pour masquer la faillite du capitalisme

Il y a trente ans, le mur de Berlin s'effondrait, traduisant la faillite des régimes stalinien honnis. Cet événement devait devenir par la suite le véritable symbole de l'implosion du bloc de l'Est. Cet anniversaire a été l'occasion pour la bourgeoisie, bien qu'elle fasse profil bas aujourd'hui, d'asséner les mêmes mensonges qu'hier.

L'anniversaire de la chute du mur de Berlin s'est déroulé sans flonflons ni trompettes, dans une triste ambiance. Aux antipodes de l'euphorie et de l'immense liesse populaire du 9 novembre 1989, la "grande fête" organisée par la bourgeoisie faisait pâle figure : "les Européens, incorrigibles pessimistes, ont abordé le trentième anniversaire (...) dans une ambiance d'enterrement. Le moral est en berne..."⁽¹⁾ Et comme "signe du manque d'enthousiasme pour ce jubilé, aucun des grands dirigeants occidentaux ne fait le déplacement samedi 9 novembre à Berlin".⁽²⁾ Finalement, seule une odieuse propagande bourgeoise servait de décorum à ce rendez-vous sans panache.

Entretenir le mensonge sur la prétendue "mort du communisme"

Les faits sont têtus et la bourgeoisie ne peut absolument pas pavoiser à l'heure de ce bilan des trente dernières années. Même le monstre stalinien tant détesté autrefois, celui des régimes de l'Est, en vient à susciter parfois une nostalgie désabusée et des doutes de la part de populations des territoires "libérés", tant la situation s'est dégradée depuis : "Il y a trente ans, la communication, la solidarité entre les gens étaient bien meilleures. Aujourd'hui, on doit se battre pour tout, pour le travail, pour le loyer, pour le docteur. Avant, le docteur n'était pas un comptable, aujourd'hui, c'est un entrepreneur".⁽³⁾

En effet, l'état de la société reste catastrophique, notamment dans les

territoires de l'ex-bloc de l'Est, d'avantage sinistrés. Les menaces croissantes de la société capitaliste poussent d'autant les populations inquiètes dans les bras des populistes qui prétendent les "protéger". Bon nombre de ces pays (Hongrie, Pologne, etc.) sont donc très marqués par ces régimes ouvertement à droite, prônant un nationalisme virulent et une "bunkérisation" des frontières. La situation de décomposition et de chaos du monde capitaliste actuel tranche donc de manière radicale avec les grandes promesses mensongères de la bourgeoisie, avec ses discours hypocrites, avec les illusions entretenues au moment de la chute du mur en novembre 1989 où elle promettait un avenir radieux : celui d'une sorte de félicité démocratique pour le monde et la "nation allemande réunifiée".

Au moment des événements, la perspective d'en finir avec la terreur stalinienne et la pénurie chronique, le vaste soulagement empreint d'illusions des Allemands de l'Est avaient été instrumentalisés à outrance par la bourgeoisie occidentale (en complicité avec celle des "vaincus" de l'Est) pour diviser les ouvriers et diffuser une vaste campagne idéologique mondiale, celle du plus grand mensonge de l'histoire contre le prolétariat : la chute du mur et la faillite du stalinisme signifient "la mort du communisme" ! Aujourd'hui, même si de façon plus sournoise, vu les rancœurs et les colères au sein des populations face aux prétendus "bienfaits de la démocratie", les médias bourgeois et toute la classe politique nous servent les mêmes discours idéologiques nauséabonds remis au goût du jour : "Même si l'Europe est aujourd'hui en crise sur plusieurs sujets, il ne faut pas oublier que la chute du mur de Berlin a avant tout signé la fin du communisme en tant que régime totalitaire".⁽⁴⁾

À l'époque, le CCI combattait déjà ce mensonge, cette ignoble idée que le stalinisme équivalait au communisme, matraquée depuis à l'envi : "Crise et faillite du stalinisme sont celles du capitalisme, non du communisme. (...) Il y a aujourd'hui un déchaînement de mensonges à cette occasion, et en

4) "Chute du Mur de Berlin : ne nous trompons pas de funérailles", *Le Monde* (9 novembre 2019).

premier lieu, le principal et le plus crapuleux d'entre eux : celui prétendant que cette crise, cette faillite, c'est celle du communisme, celle du marxisme ! Démocrates et stalinien se sont toujours retrouvés, au-delà de leurs oppositions, dans une sainte-alliance, dont le premier fondement est de dire aux ouvriers que c'est le socialisme qui, au-delà de ses travers et déformations, règne à l'Est. Pour Marx, Engels, Lénine, Luxemburg, et pour l'ensemble du mouvement marxiste, le communisme a toujours signifié la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin des classes, la fin des frontières, cela n'étant possible qu'à l'échelle mondiale, dans une société où règne l'abondance, "de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins", où "le règne du gouvernement des hommes cède la place à celui de l'administration des choses". Prétendre qu'il y aurait quelque chose de "communiste" ou d'engagé sur la voie du "communisme" en URSS et dans les pays de l'Est, alors que règnent en maître exploitation, misère, pénurie généralisée, représente le plus grand mensonge de toute l'histoire de l'humanité, mensonge aussi énorme que prétendre que les rapports entre serfs et seigneurs au Moyen Âge avaient quelque chose de socialiste !"⁽⁵⁾

Toutes les fractions politiques bourgeoises se complaisent dans ce mensonge réitéré, dans une même complicité, pour cette même assimilation grossière du stalinisme au communisme : des démocrates et gauchistes les plus à gauche jusqu'aux partis d'extrême-droite, comme en témoigne, par exemple, l'AFD dans ce slogan insidieux : "Aujourd'hui comme hier : la liberté plutôt que le socialisme".⁽⁶⁾ Trente ans après, la

5) "Éroulement du bloc de l'Est : la faillite définitive du stalinisme", *Revue internationale* n° 60 (1^{er} trimestre 1990).

6) *Alternative für Deutschland* est un groupe nationaliste et eurosceptique situé à l'extrême droite. Une très grande partie de l'ex-RDA est sous l'emprise politique de cette formation. Dans plusieurs Länder, c'est presque le plus grand parti politique. Il a remplacé *Die Linke* ("La Gauche"), qui était en grande partie le successeur de l'ex-SED ("Parti socialiste unifié d'Allemagne" de l'ex-RDA), en sachant capter par sa démagogie toutes les déceptions, les frustrations et les peurs des populations face

bourgeoisie enfonce donc le même clou contre la conscience ouvrière. Seule la Gauche communiste est capable de le dénoncer encore aujourd'hui !

L'euphorie de 1989 face à la réalité capitaliste

Peu après la chute du mur de Berlin, dans son discours du 22 novembre 1989 au Parlement européen, le président Mitterrand évoquait de manière vibrante cet événement historique, à proximité de son grand ami, le chancelier Kohl : "la liberté et la démocratie, inséparables l'une de l'autre, remportaient une de leur plus sensible victoire". Une dizaine de mois plus tard, dans le sillage des "bienfaits" de la chute du mur de Berlin, les chevaliers de la liberté du monde occidental se lançaient dans une croisade sanglante au Moyen-Orient lors de la première guerre du Golfe, sous la houlette des États-Unis. Une guerre dont les 500 000 morts étaient censés apporter, selon le chantre de la Maison-Blanche à l'époque, George Bush (père), "un nouvel ordre mondial" pour "la paix, la prospérité et la démocratie".

Depuis, la dynamique destructrice du capitalisme témoigne, contrairement à toute cette propagande digne des plus grands charlatans, d'une situation qui s'est fortement dégradée partout et sur tous les plans. Qu'on en juge :

– **Le "nouvel ordre mondial" et la "paix" ?** Dès la chute du mur de Berlin, une boîte de Pandore s'est ouverte. Ce qui a suivi n'est nullement un "nouvel ordre mondial" mais bien le plus grand chaos de l'histoire.⁽⁷⁾ Sur tous les continents et territoires de la planète, le chacun pour soi s'est exacerbé et les conflits guerriers se sont multipliés, généralisés et étendus. Dans les pays de la périphérie du capitalisme, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, comme en Asie, le monde a sombré dans l'instabilité croissante, multipliant les massacres et les effusions de sang. On a surtout vu revenir de véritables scènes de guerre au cœur même de l'Europe et

aux réalités de la crise.

7) "Notes sur l'impérialisme et la décomposition : vers le plus grand chaos de l'histoire", *Revue internationale* n° 68 (1^{er} trimestre 1992).

du monde occidental, faits sans précédent depuis 1945. De la guerre en ex-Yougoslavie avec ses charniers, en passant par les conflits en Géorgie, en Ukraine et la multiplication des attentats depuis la tragédie des tours jumelles aux États-Unis en septembre 2001, la "paix" a surtout été celle des cimetières ! La catastrophe des tours jumelles inaugurait une terreur, une banalisation des scènes de guerre et de barbarie un peu partout au cœur du monde "civilisé" : attentats à Madrid en mars 2004, à Londres en juillet 2005, à Paris dans la salle de concerts du Bataclan en novembre 2015, etc. On pourrait aussi ajouter l'horreur plus récente des ravages de la guerre en Syrie et ses dommages collatéraux, dont les bombardements intensifs rappellent les pires exactions de la Seconde Guerre mondiale. De même celles des massacres et famines au Yémen (avec l'implication des impérialismes occidentaux, comme la France, grande pourvoyeuse d'armes). Notons aussi que la course aux armements redémarre partout de façon terrifiante.

– **La "prospérité" ?** Depuis trente ans, la situation économique n'a fait globalement que se dégrader sur tous les plans, creusant de manière scandaleuse les inégalités. Depuis la grande secousse financière mondiale de 2008, les prolétaires ont ressenti encore plus fortement dans leur chair le joug de l'exploitation et sa justification par des politiciens bourgeois de plus en plus cyniques : attaques sur le niveau de vie et les salaires, chômage de masse et explosion du travail précaire, dégradation des conditions d'accès aux soins, exclusion accrue... Tout cela, aggravé par les réformes en cours et à venir. Ce à quoi il faut ajouter un pillage systématique des ressources et les agressions contre l'environnement par la recherche de plus en plus effrénée du profit dans un monde en crise. Bref, la logique infernale du capitalisme moribond menace maintenant clairement la survie de la civilisation humaine.

– **Plus de "démocratie" ?** Depuis trente ans, les États n'ont fait que durcir leur arsenal répressif. La décomposition n'a fait qu'entretenir et favoriser les réflexes nationalistes et xénophobes, les idéologies populistes

(suite page 6)

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.